

Situation historique

Le 31 décembre 1999, déjouant tous les pronostics des experts de toute nature, le président russe **Boris Nikolaevich Eltsine** passe le témoin à son dauphin **Vladimir Vladimirovich Poutine**. Ce dernier, dont l'ascension dans les sphères du pouvoir russe s'est déroulée en un peu plus de trois années, est démocratiquement élu à la charge de président de la Russie lors des votations présidentielles du 26 mars 2000. Quelque deux ans plus tard, nombreux sont ceux qui s'interrogent toujours sur les méandres de la carrière de l'actuel président russe, ainsi que sur ceux qui sont à la base de sa fulgurante montée au pouvoir. Notre propos ici n'est pas d'apporter la réponse aux interrogations multiples qui y sont liées, mais de présenter certains des éléments de réponse qui nous semblent avoir joué un rôle dans cette évolution contre nature, même dans une société ayant rapidement rejeté le soviétisme.

Les dessous de l'arrivée au pouvoir de **Vladimir Vladimirovich Poutine** ne peuvent se dégager que si l'on a un minimum de connaissances de son parcours, d'abord au sein du **KGB**, puis à la **Mairie de St-Pétersbourg** et enfin au **Kremlin**. Et encore, ces périodes de sa vie, soumises à beaucoup de conjectures en raison de plusieurs zones d'ombre, ne peuvent, et ne pourront, un tant soit peu s'éclairer qu'en portant un regard attentif sur ses actes depuis qu'il est président du pays. Un regard attentif et des analyses de tous bords ne vont sans doute pas être suffisants pour pouvoir apporter des conclusions ne souffrant aucune contestation, tant le jeu au **Kremlin** et dans les cercles plus larges de la vie moscovite sont subtils et sensibles aux moindres influences d'un grand nombre de paramètres.

Les deux années qui viennent de s'écouler nous montrent que le nouveau président russe ne dispose pas d'une entière liberté d'action dans ses choix et décisions, soumis qu'il est encore aux influences et intrigues des courtisans qui ont régné au cours des dix dernières années dans les couloirs du **Kremlin** et qui sont, pour partie à la source de son ascension au pouvoir. Des changements importants sont intervenus depuis mars 2000, avec la mise en place de structures différentes, telles que les nouvelles régions administratives à la tête desquelles ont été placés des hommes du nouveau président, ou encore une tentative de reprise en mains de certains secteurs économiques et stratégiques, jusqu'ici monopolisés par la classe fermée de ceux que l'on a appris à appeler les oligarques. Même l'attitude adoptée et les décisions prises à la suite des événements du 11 septembre 2001 peuvent être mises à l'actif ou au passif du dirigeant russe, selon le regard et l'interprétation que l'on en donne.

Notre propos dans le présent consiste en premier lieu à étudier la présence de **Vladimir Vladimirovich Poutine** à la tête de la Russie en mettant en lumière des éléments et faits extérieurs à la Russie, concernant l'Europe occidentale et la Suisse en particulier. Nous sommes en effet de l'avis que, d'une part la carrière de **Vladimir Vladimirovich Poutine** ne se comprend sans étudier les liens qu'il a pu avoir directement ou indirectement en dehors de son pays d'origine, d'autre part que la situation interne actuelle à la Russie, mais avant tout à St-Pétersbourg, découle notablement des relations, faits et décisions qu'il a eus et pris au cours des périodes couvrant son séjour en Allemagne de l'Est et sa fonction à la **Mairie de St-Pétersbourg**. Peut-être même qu'il ne serait pas totalement inconsidéré de penser

que son arrivée au pouvoir suprême n'est pas la résultante d'un jeu uniquement interne à la Russie, mais influencé – d'une façon difficile en l'état de quantifier il est vrai – par des initiatives que nous qualifierons « d'occidentales ».

Pour tenter de comprendre la suite du présent, un bref rappel historique est nécessaire. En tant qu'officier du Komitet Gosudarstvennoï Bezopastnosti (**KGB**), **Vladimir Poutine** est affecté de 1985 à 1990 à un poste à Dresde, ville à l'époque encore sise en Allemagne de l'Est. Cette période correspond d'une part à celle au cours de laquelle **Mikhaïl Sergeevitch Gorbatchev** a été Premier secrétaire du **PCUS** confronté à l'imminence de la faillite du système et aux premières fissures graves apparues dans la société soviétique, tiraillée entre la rigidité du cadre étatique et les velléités de libéralisation économique réveillées par la perestroïka. A cette époque, alors que le système se lézarde à l'intérieur, les hauts dirigeants du pays ayant pouvoir de décision sur le complexe militaro-industriel et les grands conglomerats d'Etat perçoivent cette évolution et s'accaparent les premiers les « parts du gâteau ». C'est notamment le cas des officiers supérieurs de l'**Armée Rouge** stationnée en Allemagne de l'Est et dans les pays du **Pacte de Varsovie**, qui se livrent au pillage de leur corps d'armée dans le cadre de transactions inimaginables passées avec des structures criminelles ayant pied de part et d'autre du rideau-de-fer. Le bradage des biens de l'**Armée Rouge** ne s'est pas déroulé dans le secret le plus absolu et n'a pu se réaliser qu'avec des complicités à tous les niveaux, tant d'un côté que de l'autre de la frontière séparant les deux Allemagne. Officier subalterne dont la tâche véritable en Allemagne de l'Est n'est pas encore déterminée à satisfaction, **Vladimir Vladimirovich Poutine** n'a pas pu ne pas en avoir connaissance, n'a pas pu ne pas rencontrer à un titre ou à un autre ceux qui y ont participé. Bien qu'il s'agisse ici d'une supposition, elle est confortée par la suite de sa carrière. Après un bref passage au siège central du **KGB** à Moscou, il se retrouve adjoint de **Anatoli Alexandrovitch Sobtchak**, le maire progressiste de St-Pétersbourg. Si ce dernier s'attache les services de **Vladimir Poutine** en le nommant à la tête du **Comité de la ville pour les affaires économiques extérieures**, c'est sans aucun doute parce qu'il peut faire bénéficier la ville des relations et connaissances acquises durant le séjour en Allemagne. Le maire nouvellement élu de St-Pétersbourg, progressiste modéré partisan d'une évolution du pays vers la démocratie et d'une ouverture économique sur l'extérieur, n'aurait en effet que faire des services d'un officier représentant sans éclat des « organes », alors en plein discrédit aux yeux de l'opinion publique.

Le poste qu'il occupe au sein du directoire de la **Mairie de St-Pétersbourg** est un poste de la plus haute importance à une époque où le pays cherche sa voie sur le plan intérieur où tout est à construire, tâche de démocratisation impossible à réaliser sans l'apport de soutiens économique, financier et technologique du monde occidental. Ce mandat n'est très certainement pas des plus aisés à remplir, l'état lamentable des infrastructures russes et un cadre juridique défaillant n'étant pas en mesure d'émerveiller les investisseurs occidentaux soucieux de rentabilité et de les convaincre de prendre certains risques pouvant permettre le décollage de la Russie en général, de St-Pétersbourg en particulier. A cela s'ajoute un élément fondamental freinant les ardeurs des investisseurs potentiels. Il s'agit de l'explosion de la criminalité violente dans les deux grandes villes du pays. Et à cette époque, St-Pétersbourg est secouée par une guerre ouverte entre les différentes organisations criminelles qui tentent de s'approprier les secteurs rentables de la vie économique et

financière de la métropole baltique. Cette guerre qui fera des centaines de morts parmi les divers clans criminels a aussi causé la mort de nombreux dirigeants de sociétés, banques et entités économiques variées. Elle a fait rage durant les années même où **Vladimir Vladimirovich Poutine** occupait les fonctions de numéro deux à la **Mairie de St-Pétersbourg**, en quelque sorte aux premières loges pour assister à ce qui se passait. Mais surtout, il ne pouvait pas ne pas être impliqué dans ces événements dans la mesure où les structures économiques et financières qu'il fallait développer avec l'apport de financement et technologie occidentaux passaient progressivement sous la coupe des structures criminelles qui en prenaient peu à peu le contrôle. Dès le milieu des années 1990, une organisation criminelle va émerger de la mêlée et prendre l'ascendant sur les autres en s'accaparant les pièces maîtresses du tissu économique-financier et immobilier de la ville, à savoir le groupe **Tambovskaya** dirigé par **Vladimir Sergeevich Koumarine**. Fort des liens qu'il a pu nouer avec des hommes d'affaires occidentaux en général, ouest-allemands en particulier, durant son séjour en Allemagne de l'Est, **Vladimir Vladimirovich Poutine** s'est donc trouvé à une époque charnière de l'histoire de sa ville natale à un poste charnière pour son développement économique. Pour parvenir à des résultats concrets représentés par des apports notables en financement et technologie occidentaux, il n'a pu que composer avec les deux parties en présence, les investisseurs d'une part, le groupe criminel **Tambovskaya** d'autre part. A l'appui de ce qui précède, il faut rappeler que dans l'année qui suivit son arrivée au poste de responsable du **Comité de la ville pour les affaires économiques extérieures**, une enquête judiciaire a été diligentée par le Parquet de Russie en raison des rumeurs persistantes de malversations à grande échelle dans le cadre de contrats de troc passés par la ville et portant sur des livraisons de matières premières russes à l'Occident en contrepartie de produits de consommation de première nécessité. Bien que l'enquête ait semble-t-il déterminé les malversations et dégagé les responsabilités, dont notamment celle de **Vladimir Poutine**, ce dernier n'a pas été poursuivi pénalement et l'intervention de son mentor, **Anatoli Alexandrovich Sobtchak**, y est pour quelque chose. Celui-ci l'a vivement défendu et avait, entre autres, pour devise ou excuse que le vol ou la corruption devait se tenir dans les limites du cadre de la fonction ou du statut occupé. Une telle approche laisse naturellement place à une large appréciation et permet bien des excès et mettra le Maire de St-Pétersbourg en fort mauvaise posture dès le lendemain de sa défaite aux élections municipales de 1996.

L'étroite connivence entre les deux hommes contraindra **Vladimir Vladimirovich Poutine** à devoir quitter son poste suite au revers électoral du maire. Ce changement survient au moment où, à Moscou, **Boris Nikolaevich Eltsine** vient de remporter les élections présidentielles avec l'appui massif du groupe des oligarques qui font main basse à vil prix sur les plus grandes structures économiques de Russie, en échange du soutien qu'ils ont apporté au président sortant dont la réélection était plus que compromise. Nous nous trouvons ici à un nouveau carrefour charnière de la carrière de **Vladimir Vladimirovich Poutine**, qui, pour l'instant, est encore teinté de zones d'ombre relatives au pourquoi et sur intervention de qui, il accède à un poste d'adjoint au Chef de l'**Administration des Biens du Kremlin**, qui à l'époque n'est autre que **Pavel Pavlovich Borodine**. La rumeur laisse entendre que le poste qui lui était destiné venait d'être supprimé et qu'il ne pourrait donc y accéder, puis que, sur intervention de **Alexei Alexeevich Boltchakov**, il peut finalement prendre possession d'un poste au sein de cette administration d'où il va gravir en quelque

trois années les marches jusqu'au pouvoir suprême. Cette ascension rapide s'explique elle aussi par de nombreux facteurs, mais notre propos ici n'est pas de les développer, car ils ne nous paraissent pas avoir eu les mêmes incidences sur les décisions de l'intéressé dès son installation à la présidence de la Russie.

Le 26 mars 2000, le verdict populaire confirme le choix fait par **Boris Nikolaevich Eltsine** qui a ainsi réussi à effectuer la transmission du pouvoir en douceur et dans le calme, ce qui est fort rare dans l'histoire du pays. Dans les jours et les semaines qui suivent son installation, **Vladimir Vladimirovich Poutine** procède aux nominations de personnes à la tête des diverses institutions du pays, confirmant à leur poste certains d'entre-eux ou nommant des gens de son entourage, ou encore de gens auxquels il est redevable, chose naturelle que l'on retrouve partout ailleurs. Les remaniements qu'il dicte démontrent cependant qu'il n'a pas une totale liberté de manœuvre, nombre de personnes connues pour être liées à ou représentantes de certains oligarques controversés sont maintenues dans leur fonction. Il serait indubitablement utile de suivre et analyser chaque décision prise ou acte effectué par le nouveau président pour s'en faire une image la plus fidèle possible. Notre propos n'est cependant pas là et d'autres se chargent, tant en Russie qu'à l'étranger, de suivre chaque mouvement ou prise de position. Notre but consiste en premier lieu de tenter de répondre à certaines interrogations relatives à son passé, à ses liens avec, voire son état de dépendance, les structures criminelles infestant le pays, et, dans la mesure du possible, d'éclairer – au travers de ces « mésalliances » - certains de ses actes en tant que président dans des domaines particuliers, tels que le conflit en Tchécénie, le commerce des armes et le contrôle des matières premières de la Russie.

Dans cette optique, il est nécessaire de faire un retour en arrière, de s'attacher à relater par le détail l'ensemble des éléments d'informations qui ont pu être recueillis et tenter d'en analyser les incidences sur la personne de **Vladimir Vladimirovich Poutine** et son proche entourage. Cette démarche n'est possible qu'en rapportant tous les détails factuels disponibles à propos de personnes et sociétés de son environnement, ce qui peut paraître quelque peu indigeste à la lecture, mais incontournable si l'on veut déterminer les liens entre les divers acteurs.

Quelques jours avant le 26 mars 2000, **Vladimir Vladimirovich Poutine** fait savoir qu'il se retire de sa fonction de conseiller au sein de la société **SPAG St-Petersburg Immobilien und Beteiligungs AG**, annonce qui passe inaperçue mais dont la signification ne prendra toute son ampleur que quelques semaines plus tard, lorsque le 13 mai 2000 est arrêté à Vaduz l'agent fiduciaire **Rudolf Walter Michael Ritter**, un des fondateurs et dirigeants de cette société, soupçonné d'être impliqué dans des opérations de blanchiment d'argent en faveur d'organisations criminelles. L'enquête le mettant en cause découle de la publication par le magazine allemand **Der Spiegel**¹ du contenu d'un rapport du Bundesnarichtendienst (**BND**) en automne 1999 relatant le rôle majeur joué par des établissements bancaires, des sociétés et des avocats d'affaires ou fiduciaires de la Principauté du Liechtenstein dans des actions de nature frauduleuse pour le compte d'organisations criminelles transnationales, en particulier sud-américaines et russes. Suite à cette arrestation, le quotidien français

¹ voir Der Spiegel no. 45 - 1999

Le Monde² évoque de façon plus détaillée le contenu du rapport des services allemands, en mettant notamment en exergue la société d'investissements allemande **SPAG** et ses dirigeants en tant qu'élément d'un système de blanchiment d'argent provenant de groupes criminels russes, avec le recours d'une banque roumaine, **Banca Internationala a Religiilor (BIR)**. L'article met aussi en lumière les liens existant entre les dirigeants de la société, le nouveau président russe et le groupe criminel **Tambovskaya**. Cet article est repris les jours suivants dans de très nombreux journaux du monde et provoque en particulier des démentis de la part du **Kremlin**, où l'on prétend que **Vladimir Poutine** n'a jamais exercé la moindre activité pour le compte de la société allemande. Ces dénégations sont contredites par les déclarations de responsables de la société qui s'accordent néanmoins à dire qu'il n'a jamais été rétribué pour ses prestations. Certains déclarent même qu'il a consacré à une époque davantage de temps à la **SPAG** qu'à sa fonction à la **Mairie de St-Pétersbourg**³. Ce qui ne peut être contesté sont ses liens avec l'un des dirigeants de la **SPAG St-Petersburg Immobilien und Beteiligungs AG** et de ses filiales à St-Pétersbourg que sont **Znamenskaya** et **Inform-Future**, à savoir **Vladimir Alexeevich Smirnov**. Ce dernier a d'autre part fait une ascension rapide au sein de la **PTK Peterburgskaya Toplivnaya Kompaniya** (Compagnie des Carburants de St-Pétersbourg), de laquelle il a été président. A ses côtés dans cette société siège le vice-président qui n'est autre que **Vladimir Sergeevich Koumarine**, le chef présumé du groupe criminel **Tambovskaya** et qui est aussi vice-président de la filiale **Znamenskaya**. Dans les semaines suivant son investiture au **Kremlin**, **Vladimir Poutine** fait venir au sein du **Bureau de l'Administration présidentielle Vladimir Alexeevich Smirnov**, auquel il confie des tâches au sein de l'**Administration des Biens du Kremlin**⁴. Ces précisions étaient nécessaires pour fixer le cadre de ce que nous exposons ci-après, les détails relatifs aux personnes et sociétés citées dans le présent sont répertoriés – pour plus de clarté - dans un document annexé au présent.

En 1992, la **SPAG St-Petersburg Immobilien und Beteiligungs AG** est constituée à Frankfort-sur-le-Main/Allemagne, à l'instigation d'une délégation de la **Mairie de St-Pétersbourg** au sein de laquelle figurait notamment **Vladimir Vladimirovich Poutine** et **Vladimir Alexeevich Smirnov**. Elle est dotée d'un capital-actions de 200'000 DM, composé d'un apport de la **Mairie de St-Pétersbourg**, de la **Banque de St-Pétersbourg** et d'actionnaires représentés fiduciairement par **Rudolf Ritter**, lui aussi membre fondateur. En qualité de conseillers de la société figurent **Vladimir Vladimirovich Poutine**, **German Oskarovich Gref** et **Oleg Andreevich Khartchenko**.

C'est également au cours de l'année 1992 que se concrétisent par la signature d'un contrat les tractations entre la compagnie pétrolière française **Elf Aquitaine** qui deviendra **TotalFinaElf** et la **Treuhandanstalt** - organisme constitué à Berlin en 1990 chargé de réaliser le programme de privatisation des biens de l'ancienne Allemagne de l'Est – contrat relatif à l'acquisition de la **Raffinerie de Leuna** sise près de Leipzig ainsi que du réseau de stations-essence **Minol**. Ce complexe pétrochimique, une fois rénové, sera approvisionné en matières premières provenant

² voir Le Monde du 25 juin 2000, article intitulé « Le nom de M. Poutine apparaît en marge des affaires de blanchiment au Liechtenstein ».

³ voir Newsweek du 3 septembre 2001, article intitulé « A stain on Mr Clean »

⁴ voir Newsweek, idem

de Russie. L'aspect bancaire de l'opération liée à la raffinerie est traité par la **Dresdner Bank**, laquelle sera le deuxième établissement bancaire occidental à recevoir l'autorisation d'exercer une activité bancaire à St-Pétersbourg. L'autorisation lui est accordée le 9 août 1993.

En 1994, la **SPAG St-Petersburg Immobilien und Beteiligungs AG** devient opérationnelle et prend des participations majoritaires dans des sociétés constituées à St-Pétersbourg qui sont en quelque sorte ses filiales en charge de la réalisation de projets immobiliers dans le centre historique de la ville. Il s'agit des sociétés **Znamenskaya ZAO** et **Inform-Future TOO**, toutes deux contrôlées et présidées par **Vladimir Alexeevich Smirnov**. Comme mentionné auparavant, le vice-président de **Znamenskaya ZAO** est **Vladimir Sergeevich Koumarine**. En décembre 1994, **Vladimir Vladimirovich Poutine** signe un affidavit, au nom de la **Mairie de St-Pétersbourg**, donnant pouvoir de vote à **Vladimir Alexeevich Smirnov** au sein de la **SPAG** à hauteur des actions détenues par la Municipalité⁵.

En août 1996, alors qu'il est sur le point de quitter son poste à la **Mairie de St-Pétersbourg** pour entrer au **Kremlin**, **Vladimir Vladimirovich Poutine** signe un décret, au nom de la Mairie, accordant un quasi monopole à la société **PTK Peterburgskaya Toplivnaya Kompaniya (Compagnie des carburants de St-Pétersbourg)** pour la distribution d'essence en ville, incluant l'approvisionnement des véhicules municipaux tels que ambulances, voitures de police, autobus et taxis. Cette société à la tête de laquelle se trouvent **Vladimir Alexeevich Smirnov** et **Vladimir Sergeevich Koumarine**, le chef présumé du groupe criminel **Tambovskaya**, a pris l'ascendant sur les autres sociétés intéressées par ce marché fructueux dans le cadre de la guerre des gangs qui a secoué la ville durant plusieurs années. La **SPAG** et la **PTK** vont passer un contrat de partenariat pour rénover le réseau de stations-essence de St-Pétersbourg qui sera ensuite exploité par **PTK**. La **SPAG** quant à elle, elle devient actionnaire majoritaire d'une autre société dirigée par **Vladimir Alexeevich Smirnov**, **Projektmanagement- und Investitionsgesellschaft mbH** de St-Pétersbourg, elle-même détenant le 100% des sociétés de gérance et de sécurité des bâtiments **Rif Security GmbH** et **House Master GmbH**⁶.

En 1997, la **SPAG** fait son entrée à la Bourse de Frankfort. Son capital-actions est alors déjà de plus de 7 millions de DM et sera encore augmenté l'année suivante, dépassant les 11 millions de DM. Le 25% de son actionariat se trouve entre les mains de la société bavaroise **Baader Wertpapierhandelsbank AG**. Cette société est représentée au sein du conseil d'administration de la **SPAG** par **Dr Horst Schiessl**, lequel officie dans l'étude d'avocats **SSP Schiessl Schrank & Partner G.b.R** à München/D.

Le 31 août 2000, l'assemblée générale de la **SPAG St-Petersburg Immobilien und Beteiligungs AG** se tient à l'**Hôtel Steigenberger Airport** de Frankfort/Main en présence du notaire **Dr Peter Säuberlich**. Les démissions de **Vladimir Vladimirovich Poutine** de son poste de conseiller de la société et de **Rudolf Ritter** du conseil de surveillance sont entérinées par l'assemblée. Il n'est pas déterminé ce qu'il en est de la présence comme conseillers de **German Gref** et **Oleg**

⁵ idem

⁶ voir www.sp-ag.de

Khartchenko. Il n'est pas donné décharge au directeur général **Thomas Kemmerer** pour l'exercice écoulé, ses déclarations et actions ayant porté préjudice à la société. Alors que la présidence de la société est toujours assurée par **Markus Rese**, confirmé dans ses fonctions, le conseil de surveillance se compose de **Dr Francisco Jose Guadamillas Cortes** président, de **Vladimir Alexeevich Smirnov** vice président, de **Dr Klaus Peter Sauer** et **Horst Schiessl** comme membres.

Sans entrer dans les moindres détails relatifs à chacune des personnes et pour ne pas surcharger le texte, nous nous limitons à mentionner les éléments importants que nous avons déterminés, afin de saisir le fil de l'analyse. Nous commençons par indiquer les liens des personnes présentes au sein de l'administration et de la direction de la **SPAG**, société faisant - ainsi que ses dirigeants - l'objet d'une enquête judiciaire en Allemagne pour soupçons de blanchiment d'argent de provenance criminelle. Nous verrons dès lors les liens directs existant entre cette société, le groupe criminel **Tambovskaya**, la **Stasi** - le service secret de l'ancienne Allemagne de l'Est, un groupe de ressortissants anglais résidant dans les îles de la Manche et des personnes et sociétés en Suisse, elles-même liées à des activités délictueuses.

La Russie

Vladimir Vladimirovich Poutine en Allemagne de l'Est

Vladimir Vladimirovich Poutine est né le 7 octobre 1952 à Leningrad, où il a achevé ses études de droit en 1975 et serait entré immédiatement au **KGB**. Après y avoir fait ses classes, il a été envoyé en Allemagne de l'Est, officiellement en poste à Dresde. Il n'est pas déterminé avec exactitude la période durant laquelle il a séjourné et travaillé dans ce pays, pas plus qu'il n'est établi en détail les activités qu'il y a exercées. Cette question n'a en soi guère d'importance, dans la mesure où **Vladimir Vladimirovich Poutine** a séjourné en Allemagne de l'Est à une époque où ce pays était au bord de la faillite et de l'implosion d'une part, que d'autre part l'intéressé a obligatoirement été en relation avec les services secrets est-allemands (**HVA** et **Stasi**), avec les autres services russes présents sur place dont l'**Armée rouge de l'Ouest**, ainsi qu'avec des responsables de l'économie et de la politique de l'Ouest. Il s'est donc trouvé sur place à une période charnière de l'histoire de ce pays en contact avec des personnes et structures dont le rôle a été prépondérant. Les connaissances acquises alors sur le système occidental et certains de ses dirigeants économiques et politiques lui seront de grande utilité au cours des années qu'il passera ensuite à la **Mairie de St-Pétersbourg**.

Certains services occidentaux ont sans doute connaissance des liens que **Vladimir Poutine** a pu tisser en Allemagne de l'Ouest, en Autriche, en Suisse ou encore ailleurs, de même que les pseudonymes qu'il a alors utilisés. Disposer de ces informations nous serait très utile pour comprendre ses actes et décisions dans les périodes ultérieures de sa vie, que ce soit à St-Pétersbourg ou au **Kremlin**.

En poste à Dresde de 1984 à 1990, **Vladimir Poutine** agissait sous le couvert de la fonction de vice directeur de la **Maison de l'Amitié germano-soviétique**. Les sources ne sont pas unanimes sur la question de sa ou ses missions en Allemagne de l'Est, certaines indiquant qu'il était chargé des liens et de la coordination entre les services allemands et russes, d'autres qu'il devait se livrer à l'espionnage économique à l'Ouest ou encore de nouer des relations, de passer des contrats avec les milieux économiques occidentaux. D'aucuns disent qu'il était officier politique et observateur au sein des troupes de l'**Armée rouge de l'Ouest** stationnée en Allemagne, ou qu'il était attaché auprès du consulat russe de Leipzig, ville renommée internationalement pour sa foire économique et commerciale. Plusieurs s'accordent à dire que **Vladimir Poutine** n'a pas laissé un souvenir impérissable par des qualités d'espion au-dessus de la moyenne et certains mentionnent que durant son passage à la **Mairie de St-Petersbourg**, il a davantage consacré son temps à ses affaires personnelles au sein de la **SPAG St-Petersburg Immobilien und Beteiligungs AG** qu'à sa fonction d'adjoint au maire.

L'examen de la documentation disponible à un large public au sujet des années que **Vladimir Poutine** a passées dans l'ancienne ville impériale russe nous permet cependant de nous faire une idée de ses activités et contacts alors qu'il était en Allemagne de l'Est. En premier lieu, il faut rappeler brièvement quelle était la situation à l'époque dans ce pays, ainsi qu'en Russie.

Depuis la fin des années '70, l'Allemagne de l'Est est à bout de souffle et cherche désespérément de l'oxygène à l'Ouest, tout en multipliant les opérations d'espionnage économique et industriel pour acquérir technologie de pointe et biens de consommation. L'officine d'Etat chargée de cette activité est la **KoKo Kommerzielle Koordinierung** dirigée par **Alexander Schalck-Golodkowski**, membre du comité central du **SED Sozialistische Einheitspartei Deutschlands**, le parti unique contrôlant le pays. Cette structure semi-clandestine a constitué des centaines de sociétés à l'Ouest, notamment en Suisse et au Liechtenstein, utilisées pour acquérir de la technologie occidentale sous embargo et pour réaliser des opérations commerciales permettant d'acquérir des devises fortes dont le pays avait absolument besoin. Pour venir en aide à l'Allemagne de l'Est au bord de la banqueroute, une stratégie a été élaborée en octobre 1981, connue sous le nom de « **modèle de Zurich** », consistant en l'ouverture de lignes de crédits de plusieurs centaines de millions de DM garanties par l'Allemagne de l'Ouest en échange de l'octroi par l'Allemagne de l'Est de l'autorisation de voyager à l'étranger aux Allemands de l'Est âgés de plus de 60 ans. Les tractations se poursuivent durant toute l'année 1982, au plus haut échelon du gouvernement des deux pays. Le projet capotera sur intervention de **Franz-Josef Strauss**, maître de la Bavière et rival politique de **Helmut Kohl** fraîchement élu chancelier fédéral. **Strauss** ayant été informé du projet par **Josef Maerz**, homme d'affaires bavarois présent sur le marché est-allemand, il proposera d'allouer à l'Allemagne de l'Est un crédit de deux milliards de DM sans contrepartie. Par la suite, les structures mises en place en Suisse et au Liechtenstein joueront un rôle prépondérant dans la fuite des capitaux des anciennes Allemagne de l'Est et Union soviétique.⁷

En mars 1985, **Mikhail Sergeevich Gorbatchev** devient Secrétaire général du **PCUS** et, par là, dirigeant suprême de l'Union soviétique. Dans les mois qui suivent

⁷ voir Facts no. 49/1999

son installation au pouvoir, il lance perestroïka et glasnost, tentant ainsi d'imposer, notamment aux yeux de l'Occident, restructuration et transparence. La méfiance à son égard n'en persistera pas moins, les actes ne correspondant que rarement aux déclarations. On constate en effet une augmentation des activités d'espionnage à l'Ouest des organes de renseignements soviétiques, ainsi qu'une croissance non négligeable du budget militaire, et surtout une multiplication de sociétés mixtes soi-disant actives dans les affaires commerciales Est-Ouest, dont le nombre impressionnant n'est absolument pas en rapport avec les échanges commerciaux dûment constatés et répertoriés par les différents ministères des Affaires économiques extérieures occidentaux.

C'est à la même époque que fleurissent et se développent en Allemagne de l'Est les activités délictueuses exercées par des structures criminelles, agissant avec des hommes d'affaires de tous bords et des dirigeants de tous grades de l'**Armée rouge de l'Ouest** stationnée dans ce pays. Les trafics, se chiffrant en millions de dollars, concernent aussi bien les carburants, les armes et le matériel que le ravitaillement.

Le 9 octobre 1989, considéré comme une date majeure de l'histoire du XX^e siècle, coïncide avec la chute du **Mur de Berlin**, entraînant dans sa course l'abolition des frontières entre les deux Allemagne. Cet événement survient huit ans après la discrète réunion de Zurich tendant à élaborer le « **modèle de Zurich** » et un an avant la réunification de l'Allemagne. Les douze mois séparant la chute du **Mur de Berlin** de la réunification sont jalonnés d'une intense activité politique et diplomatique. Les anciens vainqueurs du régime nazi ne voyant pas d'un très bon œil la réunification ne soutiennent pas les démarches du chancelier fédéral allemand, du moins pas jusqu'au sommet de Washington du 31 mai au 2 juin 1990, lorsque **Mikhaïl Sergeevitch Gorbatchev** déclare officiellement au président américain **George Bush** qu'il ne s'oppose pas à une réunification de l'Allemagne intégrée à l'**OTAN**. Le 12 septembre 1990, un contrat est conclu entre l'Allemagne et l'Union soviétique sur le départ de l'**Armée rouge de l'Ouest**, assorti d'un crédit de quelque 8 milliards de DM accordé par l'Allemagne pour la construction d'immeubles locatifs destinés à héberger les militaires russes.

Le 23 août 1990, **Mikhaïl Sergeevitch Gorbatchev** décrète des mesures d'urgence relatives à l'organisation des activités économiques et commerciales du **PCUS**, c'est-à-dire la mise en place de structures secrètes à l'étranger, placées en mains de personnes de totale confiance, permettant de procéder au transfert des biens et à la fructification des avoirs, sous quelque forme que ce soit, appartenant ou contrôlés par le **PCUS**. Ces structures ne devront pas apparaître liées directement avec le parti, ni être gérées par les agents du **KGB** en poste dans les pays étrangers.

Bien qu'officier de rang moyen au sein du **KGB** (il aurait quitté avec le rang de lieutenant colonel), **Vladimir Poutine** ne peut qu'avoir été en relation avec des personnages-clef ayant joué un rôle, à un titre ou à un autre, du processus historique qui s'est développé dans la deuxième partie de la décennie 1980 en République Démocratique Allemande, en Russie, et accessoirement en Suisse et au Liechtenstein. Il est en effet inconcevable d'imaginer qu'il n'ait, par exemple, pas été en contact avec l'homme d'affaires bavarois **Josef Maerz**. Décédé à la fin des années 1980, celui-ci était à la tête du holding **Gebr. Maerz AG**, actif dans le commerce des boissons et de la viande, présent sur le marché est-allemand, ami

intime de **Franz-Josef Strauss** et ayant permis à ce dernier de faire capoter le « **modèle de Zurich** », comme indiqué auparavant. Les sociétés du groupe **Maerz** sont établies aussi en Russie, à **St-Pétersbourg** et Moscou, où elles exploitent des pubs et sont actives dans l'immobilier, ayant obtenu les autorisations nécessaires au début de 1992 déjà, soit dès la disparition de l'Union soviétique. Elles font du commerce sur la base du **troc** de marchandises, à travers notamment la société **Deutsche Frumens GmbH** sise à Rosenheim, siège du groupe. En 1990, la holding **Gebr. Maerz AG** a absorbé la holding **Alexander Moksel AG**, sise à Buchloe/Allgäu/D, active dans le commerce de viande en Allemagne de l'Est et grosse exportatrice de viande vers la Russie. Les deux sociétés **Gebr. Maerz AG** et **Alexander Moksel AG** ont servi les intérêts de la **KoKo Kommerzeille Koordinierung**, constituant même des sociétés communes, et ont entretenu des relations commerciales avec l'Union soviétique avant la disparition de celle-ci. Au lendemain de la chute du **Mur de Berlin**, **Alexander Schalck-Golodkowski** a pris la fuite lorsqu'il s'est rendu compte qu'il serait amené à fournir des explications aux nouvelles autorités sur les actions qu'il avait menées en tant que responsable du gouvernement est-allemand. Lui et son épouse ont obtenu asile et soutien financier auprès de la famille **Maerz** à Rosenheim/D, ville de siège de la holding. En 1996, le holding **Gebr. Maerz AG**, en raison d'une situation financière très précaire, a été repris par l'actionnaire majoritaire **Apomyios Vermögensverwaltungs- und Beteiligungs GmbH**.

Il est également plus que probable que **Vladimir Poutine** ait été en relation avec **Wolfgang Berghofer**, ancien maire de Dresde. Certaines sources indiquent en effet que **Vladimir Poutine**, conjointement à **Wolfgang Berghofer**, au baron **Manfred von Ardenne** – un physicien atomiste – et à **Hans Modrow**, a constitué un courant d'opposition au sein du **SED Sozialistische Einheitspartei Deutschlands**, ayant son siège à la **Villa Hang**, sise dans le quartier noble **Weisser Hirsch** de Dresde. C'est à cet endroit qu'a été constatée le 5 décembre 1989 la présence de l'homme d'affaires autrichien **Martin Schlaff**, « honorable correspondant » de la **Stasi**, lequel y rencontrait **Herbert Köhler**, directeur au **HVA Hauptverwaltung Aufklärung** de Dresde, l'interlocuteur premier de **Vladimir Poutine** au sein des services de sécurité est-allemands.

Wolfgang Berghofer, ancien collaborateur de la **Stasi**, a fait l'objet d'une procédure pénale en 1991 pour abus de confiance et escroquerie au détriment de la ville de Dresde portant sur 225 millions de DM, impliquant également la responsable des finances de la ville **Christel Rademacher** et **Friedrich Wokurka**, le directeur de la société d'Etat est-allemande **Robotron**, ceci dans le cadre de contrats de fourniture de produits sous embargo occidental passés avec une des sociétés de **Martin Schlaff**, **Lomer AG**, sise à Zurich. Quant à **Martin Schlaff**, il a activement participé, avec la complicité de **Herbert Köhler**, à la fuite des capitaux du parti est-allemand **SED** et a été un des rouages principaux de la construction du casino **Oasis** à Jericho en territoire palestinien.

La société **Robotron**, sise à Dresde, était une des cinq seules sociétés de l'ancien bloc soviétique active dans la microélectronique. Elle a été une des structures utilisées par la **Stasi** et le **KGB** pour acquérir illégalement de la haute technologie occidentale placée sous embargo. Il serait étonnant que **Vladimir Poutine** n'ait pas été en contact avec les dirigeants d'alors de cette société.

Vladimir Vladimirovich Poutine à St-Pétersbourg

Le 12 juin 1991 (selon la biographie officielle), **Vladimir Vladimirovich Poutine** est appelé à la tête du **Comité pour les affaires internationales** de la **Mairie de St-Pétersbourg**. Après son retour d'Allemagne de l'Est en 1990, il avait été en poste au siège du **KGB** à Moscou, institution qu'il quittera (selon la biographie officielle) le 20 août 1991, soit au lendemain de la tentative de coup d'état visant à renverser **Mikhaïl Sergeevitch Gorbatchev**. Il se trouve donc aux côtés du Maire de St-Pétersbourg, **Anatoli Alexandrovitch Sobtchak**, communiste progressiste qui s'est farouchement opposé aux putschistes présents dans sa ville le 18 août 1991. Dans cette nouvelle fonction, **Vladimir Vladimirovich Poutine** est notamment chargé d'attirer les investisseurs étrangers à St-Pétersbourg et a la haute main sur la délivrance des licences d'exportation à des sociétés russes pour l'exportation de matières premières et métaux non-ferreux. Ces exportations se sont déroulées sur la base de **troc** contre des biens de consommation de première nécessité dont la population de St-Pétersbourg était sérieusement privée alors. Les matières premières ont été exportées, les biens de consommation n'ont en revanche pas alimenté les marchés de la ville. **Vladimir Poutine** fera très vite l'objet d'une enquête, étant fortement suspecté d'avoir délivré nombre d'autorisations dans des conditions douteuses. L'enquête sera classée sans suite, étant inconditionnellement défendu par le Maire de la ville. Son nom est également mentionné dans le cadre d'une affaire d'escroquerie portant sur quelque 4 millions de dollars commis par une société créée par le **Comité des Relations économiques extérieures de St-Pétersbourg** qu'il présidait. Là aussi, l'enquête n'a pas abouti.⁸

Dans le courant de 1992 est constituée à Frankfort/Main la **SPAG St-Petersburg Immobilien und Beteiligungs AG**. Créée à l'instigation de la **Mairie de St-Pétersbourg** qui fournit le capital de base, elle a pour but d'attirer les investisseurs occidentaux et de les inciter à participer à de grands projets immobiliers dans le centre historique de l'ancienne ville impériale. Les partenaires fondateurs et actionnaires occidentaux sont représentés par **Rudolf Walter Michael Ritter**, avocat d'affaires de Vaduz/FL. Leur intéressement a été rendu possible grâce aux relations antérieures nouées par **Vladimir Poutine** à l'époque de son stationnement en Allemagne de l'Est⁹. Ce détail est important lorsque l'on replace cet événement dans un contexte plus large qui peut apporter quelque lumière sur les raisons de l'ascension rapide de l'actuel président russe.

Vladimir Poutine est nommé à la **Mairie de St-Pétersbourg** en juin 1991. Il quitte le **KGB** en août 1991. L'Union soviétique disparaît en décembre 1991. En janvier 1992 est menée l'enquête, l'impliquant en première ligne, sur les malversations commises dans le commerce de **troc** de matières premières russes contre des produits alimentaires occidentaux. Dès le début de 1992, la holding bavaroise **Gebr. Maerz**

⁸ voir Le Monde du 11 mars 2000, article intitulé „M. Poutine rattrapé par une affaire de troc à St-Pétersbourg“ et Russia Today du 24 mars 2000, article intitulé „Paper implicates Putin in St-Petersburg scandal“

⁹ Selon un document du FSB de St-Pétersbourg daté du 18 décembre 2001 relatif au groupe criminel **Tambovskaya** et aux sociétés qu'il contrôle

AG obtient les autorisations d'exploitations de débits de boissons à St-Pétersbourg et à Moscou, ainsi que l'autorisation d'ouvrir une agence immobilière. Dans le courant 1992 (la date précise ne nous est pas connue) est constituée la **SPAG** avec comme fondateur et actionnaire **Rudolf Ritter** de Vaduz/FL, représentant peut-être déjà la firme bavaroise **Baader Wertpapierhandelsbank AG**, détentrice par la suite de 25% du capital de la **SPAG**.

Il y a lieu de mettre ce qui précède en parallèle avec les éléments d'informations suivants. En janvier 1991, les sociétés **Deutsche BP AG** de Hamburg, **Intrac Handels GmbH** de Berlin et **Leuna Werke AG** de Leuna/Saxe-Anhalt annoncent avoir conclu un contrat de partenariat pour procéder à la rénovation du complexe de la **Raffinerie de Leuna** et pour la distribution des carburants qui y sont produits¹⁰. En décembre 1991, il est communiqué que la première pierre des nouvelles installations vient d'être posée¹¹. Or le 21 septembre 1991, un contrat secret aurait été signé entre la compagnie pétrolière française **Elf** et la société **Noblepac**, sise à Vaduz/FL et propriété de **André Guelfi**, prévoyant le versement de 40 millions € de commissions en cas de reprise par **Elf** de la **Raffinerie de Leuna** et du réseau de distribution d'essence est-allemand **Minol**¹². En février 1992, **André Guelfi** se trouve en Russie, et notamment à St-Pétersbourg, pour y débloquent des négociations, relatives à une question de pétrole, en panne entre la société française **Elf** et le nouveau gouvernement russe. Le 24 décembre 1992, un contrat définitif relatif à la **Raffinerie de Leuna** et au réseau de distribution **Minol** est entériné entre **Elf** et la **Treuhandanstalt**, l'organisme habilité à procéder à la privatisation des biens de l'ancienne République Démocratique Allemande. L'approvisionnement de la raffinerie allemande sera assuré par des sociétés pétrolières russes, via les installations de St-Pétersbourg, approvisionnement géré par **Surgutneftegaz**, compagnie dont plusieurs entités sont passées sous le contrôle du groupe criminel **Tambovskaya**. Celui-ci a fait main basse, entre autres domaines, sur le commerce de produits pétroliers à St-Pétersbourg et a bénéficié d'une clause de quasi monopole grâce aux décrets signés par **Vladimir Poutine**¹³.

En relation avec l'affaire de **Leuna**, il faut encore préciser que la compagnie pétrolière française **Elf** était en partenariat avec le groupe allemand **Thyssen**. Bien que de très nombreuses personnes aient participé à un degré ou à un autre à cette affaire, il est intéressant de souligner que **Peter Welzel**, directeur de **Thyssen Handel Berlin GmbH** entre 1991 et 1993, était auparavant un des directeurs de département au sein de la **KoKo Kommerzielle Koordinierung** de **Alexander Schalck-Golodkowski**. Par ailleurs, la société **Intrac Handels GmbH** de Berlin, partenaire de **Deutsche BP AG** dans le premier projet, était une des sociétés faitières du conglomérat de sociétés mises en place par la **KoKo** pour son approvisionnement en technologie de pointe et en devises fortes.

Quelques mois à peine après son arrivée au **Comité de la ville pour les affaires économiques extérieures** de St-Pétersbourg, **Vladimir Poutine** fait déjà l'objet de

¹⁰ voir Frankfurter Allgemeine Zeitung du 4 janvier 1991, article intitulé « Deutsche BP zusammen mit Leuna und Intrac »

¹¹ voir Frankfurter Allgemeine Zeitung du 6 décembre 1991, article intitulé « Deutsche BP lays foundation stone for filling station in Saxony Anhalt »

¹² Cf « **Forages en eau profonde – les secrets de l'affaire Elf** », chapitre intitulé « la raffinerie d'Helmut » par Valérie Lecasble et Airy Routier, éditions Grasset & Fasquelle, 1998

¹³ voir plus loin pour les détails, chapitre consacré à Tambovskaya, Smirnov et Koumarine

vives critiques. D'une part, on parle de sa propension à chercher un enrichissement personnel rapide sans s'embarrasser de contraintes morales, d'autre part on évoque son manque d'efficacité et on parle également de corruption en relation avec la conclusion de contrats pour le compte de la **Mairie de St-Pétersbourg**. Une commission d'enquête sera mise sur pied, dirigée par les députés **Marina Salie** et **Iouri Gladkov**, qui vont déterminer nombre d'irrégularités dans des contrats relatifs à l'approvisionnement en denrées alimentaires de la ville en échange de l'exportation de matières premières et métaux non-ferreux russes. Les conclusions du rapport, daté du 23 mars 1992, demandent de le limoger de son poste, de même que son adjoint **Alexandre Anikine**.

Bien que nous ne disposions pas de ce rapport, les sources ouvertes¹⁴ disponibles fournissent plusieurs éléments précis sur la nature des contrats passés, ainsi que sur certaines sociétés et personnes - malheureusement en Russie - ayant bénéficié de ces malversations qui entraînèrent tout de même une perte sèche d'au moins cent millions de dollars pour la ville. Certains affirment même que celles-ci se monteraient à près d'un milliard de dollars. Le montant n'est pas significatif en soi, d'autant plus qu'il n'a pas pu être déterminé dans quelle mesure **Vladimir Poutine** et d'autres membres de la **Mairie de St-Pétersbourg** se sont personnellement enrichis à cette occasion. Il nous paraît davantage important d'indiquer les personnes et sociétés ayant participé à ces opérations déviées de troc, à l'effet de montrer qu'il n'y a, ici aussi, aucun hasard, que **Vladimir Poutine** a agi en toute connaissance de cause, même s'il n'a personnellement signé que deux de ces contrats, qu'il n'était d'ailleurs pas autorisé à signer. Le droit de signature pour ce genre de contrats commerciaux transnationaux étaient de la compétence du **Comité pour les Relations économiques extérieures de Russie**, dirigé alors par **Piotr Olegovich Aven**, un oligarque devenu le grand patron du groupe économique-financier **Alfa**.

Durant l'automne-hiver 1991-1992, la région de St-Pétersbourg - comme d'autres en Russie alors - souffre cruellement du manque de denrées alimentaires, dû avant tout au chaos provoqué par les bouleversements politiques secouant le pays. Pour pallier à la situation et en l'absence de devises fortes permettant d'acquérir ces biens de consommation indispensables à la survie des populations, il a été décidé de procéder au troc des matières premières en échange de denrées alimentaires. Selon les estimations adressées par **Vladimir Poutine** au **Ministère de l'Economie** de Russie le 4 décembre 1991, St-Pétersbourg a notamment besoin pour les mois de janvier et février 1992 de quatre-vingt trois mille tonnes de viande congelée, onze mille tonnes de beurre, trois mille tonnes de lait en poudre, quatre mille cinq cent tonnes d'huile, cinquante-six mille tonnes de sucre, toutes denrées qu'il faut importer. En contrepartie de ces marchandises, **Vladimir Poutine** demande l'autorisation d'exporter cent cinquante mille tonnes de produits pétroliers, trente mille tonnes de métaux ferreux, quatorze tonnes de métaux rares, mille tonnes d'aluminium, mille tonnes de cuivre et vingt mille tonnes de ciment.

Sans attendre d'obtenir les autorisations nécessaires de Moscou, **Vladimir Poutine** octroie le 20 décembre 1991 le droit d'exporter les cent cinquante mille tonnes de

¹⁴ voir www.exile.ru, no. 22/103, 9-23 novembre 2000, article intitulé « Too hot to handle » et également www.glasnostfoundation.ru, Marina Salie, 18 mars 2000, article intitulé « Poutine – President of the corrupted oligarchs », sites d'où sont tirés en particulier les informations relatives à la privatisation et aux licences d'exportation impliquant Vladimir Poutine

produits pétroliers à la société **Nevsky Dom**. Le jour de Noël 1991, la même autorisation est aussi octroyée à la société **Mejdounarodny Kommerchesky Tsentr** (Centre commercial international) en échange de cent mille tonnes de viande congelée, cent mille tonnes de sucre et cent tonnes de pommes-de-terre.

Le président de la société **Mejdounarodny Kommerchesky Tsentr** est le nommé **Georgi Miroshnik**, Russe, disposant à l'instar de nombreux criminels d'un passeport grec, qui a été condamné pour pillage à hauteur de dix-huit millions de DM de biens de l'**Armée rouge de l'Ouest** stationnée en Allemagne de l'Est.

Les informations relatives aux autres contrats sont moins claires, dans la mesure où il ne peut être affirmé avec une totale certitude qui a fait quoi, avec quelle marchandise. Néanmoins, les noms de certaines sociétés et personnes sont mentionnées, ainsi que certaines des irrégularités constatées. A titre indicatif et dans l'attente d'autres détails, les noms publiés sont simplement énumérés. Les sociétés impliquées sont **Fivekor**, **Lokk**, **Interlesbirja**, **Svyatoslav**, **Jikom** ou **Jikop**, **Sunsood**, **Kompleks** et **Interwood**. Cette dernière a bénéficié d'une licence d'exportation de bois et appartiendrait à **Al-Sakaya Group** aux Emirats Arabes Unis. Quant à la société **Kompleks**, il a été déterminé que l'adresse mentionnée sur la licence était en fait celle du **Comité de la ville pour les affaires économiques extérieures** de St-Pétersbourg, dirigé par **Vladimir Poutine**.

Quant aux personnes citées en relation avec ces sociétés, il s'agit de MM. **Vittenberg**, vice directeur de **Nevsky Dom**, de **V. Krylov** dirigeant de **Interlesbirja**, de **V. Khovanov** dirigeant de **Svyatoslav**, de **Peter Bachmann** dirigeant de **Jikom** ou **Jikop**.

Les recherches entreprises sur ces personnes et sociétés, en particulier sur les liens éventuels pouvant exister avec la Suisse, ne permettent pas d'affirmer avec une absolue certitude que des liens directs existent et que la Suisse pourrait avoir été utilisée pour la réalisation de quelque opération douteuse liée à ces licences d'exportation. Néanmoins, quelques éléments troublants méritent d'être relevés, au cas où une confirmation pourrait leur être un jour apportée.

Alexandre Anikine, l'adjoint de **Vladimir Poutine** ayant délivré la plupart de ces licences, pourrait être identique au directeur général de la société d'import-export **Lenfintorg** de St-Pétersbourg, ou encore à un des directeurs pour l'exportation du conglomérat d'armement russe **Mapo**, producteur des avions **MiG** et connu pour les liens existant avec les milieux criminels russes. Cette personne pourrait correspondre à **Alexandre Vitalievich Anikine**, ayant été attaché commercial adjoint à l'ambassade de Russie en Suisse et pourrait être frère de **Andrei Vitalievich Anikine**, directeur de la société **Dom Investments Corp**, **Dover**, succursale de **Genève**, rue du Valais 9 à Genève, enregistrée en novembre 1994 et s'occupant d'import-export, finance, organisation de séminaires bancaires et conseils. Elle est administrée par les nommées **Sarah** et **Helen Hospodar**.

La société **Interwood SA INC, Yorklyn, succursale de Genève**, place de Longemalle 16 à Genève, a été enregistrée en octobre 2001, avec pour but le commerce international, l'import-export. Elle est administrée par **Pierre-André Wenger** et son directeur est le nommé **Alaa El-Din Salem**, naturalisé suisse.

Vladimir Vladimirovich Poutine et les privatisations

Sous l'impulsion du nouveau maire de St-Petersbourg, **Anatoli Alexandrovich Soltchak**, communiste réformateur partisan de l'introduction rapide de l'économie de marché pour sortir sa ville du marasme dans lequel elle se trouvait au moment de la chute du régime soviétique, **Vladimir Poutine** va très vite être associé au programme de privatisation des usines et sociétés d'Etat de la ville et à son cortège d'opérations frauduleuses. La ville et le pays étant sans le sou, le programme de privatisation ne pouvait s'envisager sans la participation d'investisseurs étrangers en mesure d'injecter de l'argent frais pour remettre sur pied une industrie ou pour entreprendre des rénovations d'immeubles ou d'installations en état de délabrement avancé. Les investisseurs étrangers ne se bousculant pas au portillon en raison des nombreuses incertitudes planant sur l'avenir du pays, sur son orientation politique à long terme et à cause des tracasseries administratives, il était presque naturel que ce programme de privatisation provoque une multitude de combines permettant à certains de s'approprier à bon compte des biens de toute nature laissant espérer un enrichissement aussi rapide qu'important.

La chute du régime soviétique a placé le pays dans une situation chaotique à plusieurs niveaux, favorisant l'émergence des groupes criminels dans la plupart des sphères de la vie quotidienne, lesquelles mirent à profit la faiblesse, si ce n'est l'absence, du pouvoir de l'Etat. L'ensemble du pays a été mis en coupe réglée par les organisations criminelles, parfois avec la complicité active de représentants des institutions. L'ancienne ville impériale n'a pas échappé à la règle et a certainement été une des plus profondément touchée par ce phénomène. Une des raisons se trouve sans doute dans le fait que le tissu industriel y était plus développé qu'ailleurs, que les possibilités d'enrichissement y étaient ainsi plus nombreuses et que la situation géographique de cette ville portuaire ouverte sur l'Occident ne pouvait que favoriser une criminalité nourrie de fraudes liées à l'import-export.

L'état de nécessité frappant le pays a contraint l'ensemble de la population à chercher des solutions pour survivre d'abord, pour accaparer des biens de toute nature ensuite. Ceux qui bénéficiaient de postes privilégiés au sein de l'ancien système ont naturellement eu un avantage dans cette course au pillage et bien peu ont été ceux qui n'ont pas succombé à la tentation. Chacun ayant plus ou moins quelque chose à se reprocher, de la simple falsification de documents au meurtre en passant par tout l'éventail des escroqueries, vols et détournements, il apparaît aujourd'hui normal que les dénonciations et condamnations aient été aussi peu nombreuses en regard du nombre de crimes commis. Tant les groupes criminels que les oligarques s'attachèrent à collecter des informations compromettantes, mieux connues sous leur nom russe « kompromat », permettant de faire pression, d'exercer

quelque chantage le moment voulu sur un rival ou même des membres de leurs propres troupes.

Tout le monde étant « logé à la même enseigne », il est aisé de comprendre que les attaques contre **Vladimir Vladimirovich Poutine**, et partant contre ceux de son entourage, ne se sont déchaînées qu'à partir du moment où il était sur le point d'arriver au pouvoir, à savoir dès sa désignation comme dauphin par **Boris Nikolaevich Eltsine** en décembre 1999. Si l'on excepte l'enquête parlementaire menée au début de 1992 dont nous avons parlé, aucune action concrète à son encontre n'a été menée jusqu'à la publication dans les premiers mois de l'année 2000 d'informations précises relatives à ses agissements durant son passage à la **Mairie de St-Pétersbourg**. Ces « kompromats » étaient pourtant disponibles depuis plusieurs années. Leur publication relève avant tout du règlement de comptes entre factions rivales et ils doivent donc être pris avec toutes les réserves d'usage quant à leur authenticité ou à leur crédibilité, d'autant plus qu'ils n'ont pas suffi à abattre leur objectif. Même s'ils contiennent un fond de vérité, il ne peut guère être reproché à l'actuel président russe d'avoir alors « nagé avec le courant » et ceux qui aujourd'hui lui font ces griefs sont les premières victimes de ses oukazes présidentiels.

Il est néanmoins nécessaire à la présente étude d'évoquer par le détail ces kompromats si l'on veut essayer de cerner les influences ayant porté **Vladimir Poutine** au pouvoir et tenter de déterminer jusqu'à quel point, même s'il occupe le trône, il peut agir en toute indépendance.

Pour concevoir, définir, mettre en œuvre et gérer ce programme, lequel implique nombre d'aspects, il était normal que plusieurs services de la **Mairie de St-Pétersbourg** y soient partie prenante. A cet égard, il est dans l'ordre des choses de retrouver en qualité de « conseillers » au sein de la **SPAG St-Petersburg Immobilien und Beteiligungs AG Vladimir Vladimirovich Poutine, German Oskarovich Gref** – alors adjoint au chef du **Comité des Biens de la ville (KUGI)** – et **Oleg Andreevich Khartchenko**, chef du **Comité d'urbanisation et d'architecture** de la ville.

En prenant ses fonctions d'adjoint au maire de la ville, **Vladimir Poutine** se trouve propulsé à un poste stratégique et à un moment crucial du développement de la cité. Le programme de privatisation attise l'appétit des groupes criminels et il ne peut se dérouler sans apport étranger. Il était donc quasiment obligatoire que **Vladimir Poutine** entre en étroite relation avec **Roman I. Tsepov**, un ancien officier du **Ministère de l'Intérieur (MVD)**, directeur de la société de sécurité et de protection **Baltik Eskort**, enregistrée à St-Pétersbourg en avril 1993. Il s'agit de la première société de ce genre officiellement enregistrée dans cette ville et elle a « gagné ses galons » en s'opposant avec succès à un groupe criminel tchéchène qui exerçait sa « protection » sur un garage de la ville. Il faut préciser ici qu'à cette époque, le racket pratiqué par les groupes criminels est une pratique si répandue dans tout le pays que de nombreux membres remerciés de l'ancien **KGB** et autres organes de sécurité officiels vont se recycler dans ce genre de prestation qu'ils vont offrir à leur clientèle à des tarifs plus raisonnables que ceux extorqués par les criminels et la plupart du temps en « partenariat » avec les nouveaux services de sécurité. La protection, « krysha » en russe ou toit, va devenir ainsi une activité extrêmement rentable non sans être entachée de nombreuses irrégularités et méthodes peu « orthodoxes ».

La société **Baltik Eskort** s'est spécialisée dans la protection des trains-routiers important des marchandises et biens de consommation par la route traversant l'Ukraine, une des plus convoitée par les détraqueurs de grand chemin. La société avait été fondée par **Victor Zolotov**, garde-du-corps de **Anatoli Alexandrovich Soltchak** et actuel directeur du **Service de protection du président russe**.

Un des plus proches partenaires commerciaux de **Vladimir Poutine** était **Roman I. Tsepov**. Alors que **Vladimir Poutine**, en tant qu'adjoint, puis premier adjoint du maire de St-Petersbourg, était habilité et responsable pour la délivrance des licences pour les casinos et night-clubs de la ville, apparaissant en outre en qualité de fondateur pour nombre d'entre-eux, **Roman I. Tsepov**, bien que condamné pour port illégal d'arme-à-feu, était chargé de collecter les taxes dues pour la délivrance des licences. D'aucuns affirment que **Vladimir Poutine** a reçu, par l'entremise de **Roman I. Tsepov**, des sommes allant de 100 à 300'000 dollars pour la délivrance d'une seule licence et qu'il recevait une enveloppe mensuelle du **Casino Konti**, propriété du parrain criminel **Mikhail Mikhailovich Mirilachvili**. **Roman I. Tsepov**, dont les services auraient été remerciés par de faux documents officiels fournis par **Vladimir Poutine**, s'est réfugié en Tchéquie pour éviter les poursuites judiciaires actuellement en cours contre lui en Russie.

Il est nécessaire ici d'ouvrir une parenthèse à propos de la situation alors en vigueur à St-Petersbourg en matière de casinos, maisons de jeux et night-clubs, afin de mieux saisir la connivence de mise entre les autorités et les groupes criminels. Le 29 avril 1992 a été enregistrée la société **Neva Shans** (Neva Chance), dont le capital-actions était détenu à 100% par la **Mairie de St-Petersbourg** et le **Comité des Biens de St-Petersbourg (KUGI)** qui ont été remplacées en décembre 1993 par un nouvel actionnaire, le **Fonds international de charité pour le sauvetage de St-Petersbourg/Leningrad**, dirigé par un certain **A.D. Margoulis**. A l'origine, **Neva Shans** avait pour directeur un certain **Valeri Victorovich Palamartchouk**, un ancien officier du **KGB**, auquel a rapidement succédé **Igor Vladimirovich Gorbenko**, un des directeurs de sociétés et actionnaire du **Konti Group** propriété de **Mikhail Mikhailovich Mirilachvili**. Le but initial de cette société consistait à canaliser l'ensemble des revenus et taxes provenant des maisons de jeux dévolus à la Municipalité. Mais il a très vite été supplanté par une autre activité, laquelle consistait à encaisser les « primes de protection » (krysha) versées par les différents établissements pour être tranquilles. Le 31 janvier 1994, la **Mairie de St-Petersbourg** a décrété que les sociétés autorisées à ouvrir et exploiter un casino devaient être détenues au moins à hauteur de 51% par la société **Neva Shans**, permettant ainsi à la Municipalité de pouvoir exercer un contrôle sur ces établissements, à l'époque une trentaine. **Neva Shans** est, entre autres multiples participations, actionnaire de **Konti Group**, la holding du parrain criminel **Mikhail Mikhailovich Mirilachvili**.

Mikhail Mikhailovich Mirilachvili¹⁵, surnommé **Micha Koutaiski**, né le 1^{er} mai 1960/1961, Géorgien, est détenu depuis janvier 2001 parce que suspecté d'être l'instigateur d'enlèvements d'hommes d'affaires et d'avoir commandité des meurtres. Avec sa famille, il contrôle le **Konti Group**. Il est président de **Russkoe Video** et de

¹⁵ Les informations le concernant sont tirées de sa fiche auprès du RUBOP de St-Petersbourg, organe de lutte contre les organisations criminelles

la **Communauté juive de St-Pétersbourg**, membre du conseil d'administration de **Lukoil St-Petersburg** (partenaire ainsi de l'oligarque **Vagit Iossupovich Alekperov**, le président de la compagnie pétrolière **Lukoil**) et un des dirigeants de **Rossiiskaya Finansovaya Korporatsiya**. Il entretient des relations d'affaires avec **Vladimir Poutine**, **Lioudmila Narousova** (la veuve de **Anatoli Sobtchak** l'ancien maire de St-Pétersbourg), avec **Vladimir S. Golubev** surnommé **Barmaleï**, considéré comme membre du groupe criminel **Tambovskaya**, et avec **Ilia I. Traber**, autre parrain criminel spécialiste des antiquités et ancien officier de marine.

Une autre source¹⁶ indique que **Mikhail Mikhailovich Mirilachvili** est très lié à **Vladimir Igorevich Kogan**, né le 24 avril 1963. Tous deux auraient été associés dans le trafic de diamants. **Vladimir Igorevich Kogan**, considéré comme le banquier de **Vladimir Poutine**, a été en étroite relation avec l'ancien maire de St-Pétersbourg **Anatoli Sobtchak** et est passé en très peu d'années de mécanicien sur automobiles à président du conseil de surveillance et actionnaire majoritaire de la **Promstroibank** de St-Pétersbourg, après avoir été directeur du magasin **Petrovsky** et président de la **Promychlenno Stroitelni Bank**. **Vladimir Igorevich Kogan**, un associé de l'oligarque **Oleg Vladimirovich Deripaska** le patron de **Rusky Alumini (Rusal)**, a également été suspecté d'avoir commandité des meurtres et d'être en relation avec **Konstantin Yakovlev**, surnommé **Kostia Moguila**, un parrain criminel du groupe **Tambovskaya**, d'une faction rivale à celle de **Vladimir Sergeevich Koumarine**.

Les relations entre **Mikhail Mikhailovich Mirilachvili** et **Vladimir Vladimirovich Poutine** ne se limitent pas à ce qui vient d'être évoqué. En tant que responsable du programme de privatisation de la ville, ce dernier a notamment traité les cas de la distillerie **Samtrest**, de l'Hôtel **Astoria**, de la chaîne **TV Channel-11** et de **Baltiisky Morskoï Parochodstvo** (Compagnie maritime de la Baltique).

A l'époque soviétique, la production et la distribution de vins et autres alcools étaient gérés par un organisme central, communément appelé **Samtrest**, couvrant l'ensemble des anciennes républiques, où il avait des antennes locales. Les deux républiques produisant la quasi majorité des vins étaient la Géorgie et la Moldavie. La distillerie **Samtrest** de St-Pétersbourg, fondée en 1947 et qui est une des plus importantes du pays, traitait une part importante de la production viticole géorgienne. Les « kompromats »¹⁷ ne mentionnent pas de détail sur la privatisation de cette distillerie, indiquant simplement qu'elle a eu lieu à travers le groupe criminel de **Mikhail Mirilachvili**, sans faire part de quelque malversation ou acte de corruption.

Cette même documentation révèle qu'en 1998 (**Vladimir Poutine** se trouve déjà à Moscou) a eu lieu la privatisation de 40% des actions de l'Hôtel **Astoria** de St-Pétersbourg. A cette occasion, **Vladimir Poutine** aurait tenté d'accroître sa propre participation au sein de la société ayant emporté la mise. Il ne serait pas parvenu à ses fins, les actions convoitées étant allées à **Alexandre Sabadash**, homme d'affaires de St-Pétersbourg propriétaire notamment de deux distilleries et d'une importante unité de production d'aluminium, ce qui provoqua une vive réaction de **Vladimir Poutine** qui aurait menacé de détruire une des usines de l'intéressé. **Alexandre Sabadash** lui aurait versé une somme de 800'000 dollars pour régler leur

¹⁶ voir RFE/RL Business Watch des 7 et 14 mai 2002, article intitulé « Vladimir Kogan : Poutine's low-key banker

¹⁷ voir note de bas de page no. 14

différend. Il faut d'autre part préciser que **Mikhail Mikhailovich Mirilachvili** a été en conflit, les détails à ce propos ne nous sont cependant pas connus, avec **Alexandre Sabadash** pour la prise de contrôle de l'Hôtel **Astoria**, bâtiment abritant le **Casino Admiral**, un des sept casinos de la ville contrôlés par **Mikhail Mirilachvili**. Sur la base de ce qui précède, on peut donc en déduire que les intérêts de **Vladimir Vladimirovich Poutine** convergeaient alors avec ceux de **Mikhail Mikhailovich Mirilachvili**. Ce dernier ayant été arrêté en janvier 2001, on peut aussi en conclure que son appartenance à une branche du groupe criminel **Tambovskaya**, rivale du « courant » de **Vladimir Sergeevich Koumarine**, lui porte préjudice dans la mesure où l'influence de ce dernier courant paraît être indéniablement plus importante aujourd'hui dans l'entourage direct de l'actuel président russe.

Mikhail Mikhailovich Mirilachvili est président de la société **Russkoe Video**, laquelle a acquis la chaîne de télévision **TV Channel-11** de St-Pétersbourg lors de la privatisation de celle-ci. Comme dans nombre d'autres cas, cette opération ne s'est pas déroulée selon les termes de la loi. Il en avait été de même en 1997 avec **Russkoe Video**, un temps propriété de l'oligarque **Vladimir Alexandrovich Goussinsky**, lequel avait acquis cette société de production télévisuelle pour une somme dérisoire. L'historique de **Russkoe Video** est long et compliqué et le propos n'est pas de le détailler ici. Une enquête pénale a été ouverte suite à l'acquisition, apparemment entachée d'irrégularités, de **TV Channel-11** par **Russkoe Video**, opération à laquelle **Vladimir Poutine** a participé. **Russkoe Video**, société holding contrôlant plusieurs autres sociétés dont celle du **Lomonosov Port**, détient des parts de **Casino Konti** et de **Rossiiskaya Finansovaya Korporatsiya**. Le directeur de **Russkoe Video** était **Dmitri Dmitrievich Rojdestvensky**. Celui-ci avait été arrêté en 1998 en relation avec l'enquête relative à cette privatisation, escroquerie et pour avoir dirigé le tournage illégal de films pornographiques, puis a été libéré pour raisons de santé en août 2000. Les « kompromats » mentionnent par ailleurs que ce dernier a financé des voyages à l'étranger de **Lioudmila Alexandrovna Poutina**, l'épouse de **Vladimir Poutine**. Une autre source¹⁸, **Dmitri Dmitrievich Rojdestvensky** est un des dirigeants de l'**Ordre de Saint-Jean de Jerusalem** (branche russe de l'Ordre de Saint-Jean de Terre Sainte), dont le siège se trouve dans l'ancien hôtel particulier des grands princes russes à St-Petersbourg. Cet ordre était alors (1998) présidé par **Valeri Eremine**, un personnage influent du milieu criminel de la ville lié à l'époque au « voleur-dans-la-loi » **Vladimir Feoktissov**. Un autre dirigeant de l'ordre était **Vladimir Grounine**, ancien colonel du **KGB**, qui dirige le secteur maritime de la société **Russkoe Video**.

Le secteur maritime de **Russkoe Video** exerce notamment le contrôle sur le transit des marchandises entrant ou sortant par le **Lomonosov Port**, ancien port maritime militaire reconverti en port commercial à l'instigation de **Anatoli Sobotchak**, **Vladimir Poutine** et **Victor Vassilievitch Tcherkessov**, actuel gouverneur de la région du Nord-Ouest et ancien officier du **KGB** puis **FSB** à St-Pétersbourg. **Lomonosov Port** a obtenu un statut de poste-frontière en mars 1996 et il a été un des passages obligés de la contrebande à l'exportation de matières premières russes et à l'importation de denrées alimentaires et biens de consommation. La construction d'un nouveau port maritime à Lomonosov au sud de St-Pétersbourg a été approuvée en mars 2002 et sa réalisation a été confiée à l'entreprise générale **Yantar**,

¹⁸ voir l'hebdomadaire russe « Strictement confidentiel » du 31 mars 1998, article consacré au criminel Valeri Eremine

constituée en 2001, appartenant au holding **Krosna** et dont le directeur général est **Iouri Tkatch**¹⁹. **Vladimir Poutine** aurait participé activement à la vente illégale à l'étranger et à des prix nettement en-dessous de leur valeur de navires militaires tels que des sous-marins, exportés via la zone territoriale du **Lomonosov Port**, ceci avec l'aide de l'ancien commandant en chef de la flotte soviétique de la Baltique, **Valeri Vassilievich Grichanov**, devenu par la suite vice-gouverneur de St-Pétersbourg.

La documentation dont nous disposons n'est toutefois pas suffisamment précise au sujet des noms et raisons sociales des entités morales privatisées dans des conditions douteuses avec la participation de **Vladimir Poutine**, de sorte qu'il est difficile de définir actions, relations et compromissions touchant le domaine maritime de St-Pétersbourg et de la région. Pour éviter toute confusion, il est préférable de relater les éléments précis à disposition en tentant de réunir les informations qui peuvent s'associer entre elles.

Lomonosov Port était un port militaire servant de port d'attache à des navires de la **Flotte de la Baltique**, alors commandée par **Valeri Vassilievich Grichanov**. **Vladimir Poutine** participe activement à sa reconversion en port maritime commercial qui obtient un statut de « poste-frontière » en mars 1996. **Vladimir Poutine**, avec l'aide ou la complicité de **Valeri Grichanov**, a vendu illégalement à l'étranger des navires à vocation militaire à travers cet ensemble portuaire. Le commerce d'import-export par cette zone douanière est contrôlé par le département maritime de **Russkoe Video**, une société elle-même contrôlée par **Mikhail Mirilachvili**, un parrain du monde criminel de St-Pétersbourg. La relation « hiérarchique » existant entre **Mikhail Mirilachvili** et **Vladimir Sergeevich Koumarine**, le chef présumé du groupe criminel **Tambovskaya**, n'est pas mieux définie, du moins pas à notre connaissance. Le seul élément disponible à ce sujet fait état des habitudes nocturnes de **Vladimir Koumarine** à fréquenter le **Casino Konti** de **Mikhail Mirilachvili**.

Le groupe criminel **Tambovskaya**, le plus influent de St-Pétersbourg et sa région, contrôle quasi totalement **Morskoï Torgovy Port**, le port maritime commercial de St-Pétersbourg, de même que **Severno Zapadnoe Parochodstvo**, la compagnie de navigation du Nord-Ouest, au sein desquels le groupe criminel est actionnaire par l'intermédiaire de la société pétrolière **PTK Peterburgskaya Toplivnaya Kompaniya**. Certaines sources indiquent que **Morskoï Torgovy Port** est dirigé par l'homme d'affaires **Iouri Evguenievich Rydник** et contrôlé par le parrain criminel présumé **Ilia I. Traber**, membre influent de **Tambovskaya**, alors que d'autres sources font état du fait que **Ilia I. Traber** dirige **Baltiisky Morskoï Parochodstvo** (Compagnie maritime de la Baltique), compagnie dont la privatisation frauduleuse a été l'œuvre de **Vladimir Vladimirovich Poutine** et dont **PTK Peterburgskaya Toplivnaya Kompaniya** est également actionnaire.

En l'état, il est difficile de dire si **Lomonosov Port** et **Morskoï Torgovy Port** ne sont qu'une seule et même entité, tout comme d'affirmer que le parrain criminel présumé **Ilia I. Traber** est présent tant au sein de **Morskoï Torgovy Port** que de **Baltiisky Morskoï Parochodstvo**. Ce qui reste toutefois certain, ce sont les relations étroites et intensives entretenues par **Vladimir Poutine** avec des structures et milieux

¹⁹ voir Pravda du 7 mars 2002, article intitulé « New seaport to be built in Lomonosov, Leningrad region »

criminels, notamment à l'époque de son passage à la **Mairie de St-Pétersbourg**. Nous n'avons pas ici développé l'ensemble des informations disponibles à propos de toutes les entités d'Etat privatisées plus ou moins régulièrement au cours de cette période, ce qui n'empêche pas de constater cette étroite interrelation qui sera encore développée plus loin dans cette étude.

Une autre source²⁰ indique que **Vladimir Poutine** a refusé de démissionner de son poste d'adjoint au maire de la ville, démission réclamée par plusieurs membres du parlement municipal à la suite du scandale provoqué par les privatisations douteuses de **Baltiisky Morskoï Parochodstvo** et de l'Hôtel **Astoria**. A la suite de cet épisode où il a été soutenu par **Anatoli Soltchak**, **Vladimir Poutine** va être nommé, avec l'appui formel de **Victor Guerachtchenko** alors président de la **Banque Centrale de Russie**, membre du conseil de surveillance de la **Peterburgskaya Bank Rekonstruktsii y Razvitiya** (Banque de St-Pétersbourg pour la reconstruction et le développement), constituée par le **Comité des Biens de St-Pétersbourg (KUGI)** et plusieurs autres entités privées.

Peterburgskaya Bank Rekonstruktsii y Razvitiya a été constituée en novembre 1994 et a pour président **Dmitri Vladimirovitch Pankine**. Il est possible que ce dernier soit le fils du nommé **Vladimir V. Pankine**, directeur général de la société **Jack Pot OOO** active dans les jeux de hasard et contrôlée par **Mikhail Mikhailovich Mirilachvili** au travers de son représentant **Boris Efimovich Spektor** et la société **Fotinos Ltd** basée à Chypre. Le **Comité des Biens de St-Pétersbourg (KUGI)** est actionnaire de cette banque à hauteur de 6,84%, les autres actionnaires principaux étant **Severo Zapad Telekom** avec 18,30%, **Severo Zapad Investitsionny Tsentr** avec 18,25%, **Severo Zapadnaya Finansovaya Kompaniya** avec 9,97%, **AVK Investitsionny Kompaniya** avec 18,58%.

Il faut ici ouvrir une nouvelle parenthèse pour préciser certains éléments relatifs à ces sociétés et à certains de leurs dirigeants. **Vladimir Vladimirovitch Poutine** a été promu en mars 1994 au titre de premier vice-maire de St-Pétersbourg par **Anatoli Soltchak**, lequel lui confie les tâches administratives, étant lui-même plus porté sur la politique que les affaires. En octobre 1994, soit quelques semaines avant la constitution de la banque **Peterburgskaya Bank Rekonstruktsii y Razvitiya**, **German Oskarovich Gref**, l'actuel ministre du Développement économique et du Travail, est promu au poste de directeur du département immobilier et vice-directeur du **Comité des Biens de St-Pétersbourg**. La banque est constituée le 2 novembre et enregistrée comme société par actions le 11 novembre 1994. Le 4 novembre 1994 est (opportunément ?) assassiné **Igor Karenine**, directeur général de **Severo Zapadnaya Finansovaya Kompaniya**, une des sociétés actionnaires de la banque. **AVK Investitsionny Kompaniya** a été constituée en 1993 par **Igor Vladimirovitch Kostikov**, nommé le 1^{er} février 2000 par **Vladimir Poutine** au poste de président de la toute puissante **Commission fédérale des Valeurs et des Titres**, organe statuant sur l'octroi des licences commerciales aux sociétés russes.

Igor Vladimirovitch Kostikov, né le 19 juin 1958, a participé à la mise sur pied de la **Bourse des Titres et Valeurs de St-Pétersbourg** et, à ce titre, a travaillé étroitement avec **Vladimir Poutine**, responsable du projet. A cet effet, il avait

²⁰ voir « Vladimir Poutine – Mr. Nobody of Russian Politics ? par Oleg Danilovich Kalouguine, général du KGB en retraite

constitué les sociétés **Marka Ltd** en 1990 et **AVK Investitsionny Kompaniya** en 1993. Il a été nommé en mars 1999 au poste de vice-président du **Comité des Finances de St-Petersbourg**. En tant que fonctionnaire de la Municipalité, il n'était pas autorisé à détenir personnellement des participations dans des sociétés privées. Initiateur et défenseur du code de bonne conduite devant régir la gestion des sociétés russes, il n'applique cependant pas pour lui-même les règles qu'il impose au monde russe des affaires. A ce jour, il contrôlerait toujours la majorité des actions de **AVK Investitsionny Kompaniya**, sous le couvert d'une société offshore **Bishopsgate UK Investments Limited**, administrée par la fiduciaire anglaise **Simpson Froud** à Orpington/Kent/UK. **Bishopsgate UK Investments Limited** a été enregistrée le 23 septembre 1996 et mise en liquidation en février 1999. Quant à **Simpson Froud**, son directeur **Geoffrey J. Simpson**, il a été condamné par le tribunal Old Bailey de Londres pour abus sexuels et viols d'enfants mineures²¹. Quelque six mois avant la nomination de **Igor Kostikov** à la présidence de la **Commission fédérale des Valeurs et des Titres**, **AVK** a reçu une autorisation fédérale d'agent général pour le marché des valeurs et des titres, des titres obligataires émis par les communautés publiques, occupant depuis une position dominante dans ce secteur, gérant quelque 40% de la dette publique de Russie²². Ainsi, une part très importante des dettes publiques russes est contrôlée par une société privée, sise à l'étranger et en état de liquidation, dont l'actionnaire majoritaire est le président de la **Commission fédérale des Valeurs et des Titres**, coopté à ce poste par son ami l'actuel président russe.

Le dernier actionnaire privé important à la création de la banque **Peterburgskaya Bank Rekonstruktsii y Razvitiya** dont il faut encore parler est la société **Severo Zapad Telekom**. **Severo Zapad Telekom** est une des sept nouvelles entités régionales nées de la restructuration du secteur des télécommunications en Russie, dont le holding faitier est **Svyazinvest**. Le directeur général, depuis octobre 1999, de **Svyazinvest** est **Valeri Nikolaevich Yachine**.

Valeri Nikolaevich Yachine, né le 21 juin 1941, a été dès 1992 membre dirigeant notamment des sociétés **PTS Peterburgskaya Telefonnaya Set** (réseau téléphonique de St-Petersbourg) rebaptisé **Severo Zapad Telekom**, **Delta Telekom JSC**, **PeterStar JSC**, et dès 1994 un des directeurs de la **Peterburgskaya Bank Rekonstruktsii y Razvitiya**. Depuis juin 2000, il est aussi président de la direction de **Rostelekom**. Finalement, il est un des fondateurs et a été président du conseil d'administration de **Telekominvest**.

Telekominvest est une holding contrôlant une trentaine de sociétés prestataires de services dans l'ensemble des secteurs des télécommunications et desservant la région nord-ouest du pays. **Telekominvest** a été constituée en été 1994 à l'instigation des deux sociétés **PTS Peterburgskaya Telefonnaya Set (Severo Zapad Telekom)** et **SPMMT St-Peterburgsky Mejdougorodny Mejdounarodny Telefon**. Le président de **PTS** de 1992 à 1999 a été **Valeri Nikolaevich Yachine**, secondé par **Leonid Dododjonovich Reiman**, l'actuel ministre des Télécommunications. Tous deux ont aussi été dirigeants de **Telekominvest** et tous

²¹ voir Express Newspapers Ltd, par Anthony Mitchell, article intitulé « Accountant used girl, 12 as sex slave »

²² voir International Business, par Sabrina Tavernise, article intitulé « Russia's securities czar : I want the market to work » et Novaya Gazeta, 3-5 décembre 2001, article intitulé « The fox is best guardian of the henhouse »

deux ont été appelés par leur ami **Vladimir Poutine** à prendre des postes importants au niveau fédéral.

L'historique des télécommunications en Russie est un sujet passionnant autant que compliqué par le jeu des participations croisées, des regroupements et des passages multiples de personnes d'une société à une autre. Notre propos n'est d'ailleurs pas d'en relater les moindres péripéties. Il faut néanmoins s'attarder sur **Telekominvest**, puisque les principaux acteurs y évoluant sont des proches du président russe et que les éléments intéressants à mentionner nous portent à s'interroger dans quelle mesure **Vladimir Poutine** peut y avoir intérêt.

Depuis 1996, l'actionnariat de **Telekominvest** est constitué de 25% d'actions détenues par **PTS/Severo Zapad Telekom**, 24% par **SPMMT**, et 51% par **FNH First National Holding SA**, une société basée à Chypre ou au Luxembourg, présentée comme une filiale de la banque allemande **Commerzbank AG**. Il n'est pas établi qui détient les actions et contrôle de fait **FNH First National Holding SA**, mais il apparaît clairement que l'Etat ne contrôle plus **Telekominvest** et les importants revenus qu'il génère à travers les multiples sociétés qui lui sont affiliées. Comme dans nombre d'autres exemples, l'Etat a financé la mise en place des infrastructures et les bénéfices sont canalisés vers des personnes privées, sous le couvert de sociétés opaques, le plus souvent sises à l'étranger. Certaines sources sont de l'avis que le cercle des personnes proches de **Valeri Yachine** et **Leonid Reiman** tire profit de cette situation²³. Les soupçons à cet égard sont renforcés par plusieurs cas étranges survenus depuis l'entrée en fonction au niveau fédéral de ces deux personnes, où un favoritisme manifeste au bénéfice de **Telekominvest** ou une des sociétés affiliées a été constaté pour l'octroi de licences d'exploitation de réseaux ou de travaux d'infrastructure. Des rumeurs de corruption à l'encontre de **Leonid Reiman**, un proche de **Vladimir Poutine** depuis de nombreuses années et nommé par ce dernier en novembre 1999 au poste de ministre des Télécommunications, se sont répandues notamment suite à des décisions prises au détriment de sociétés moscovites dans l'octroi de licences pour les fréquences de téléphones cellulaires.

Telekominvest, à travers ses filiales **Delta Telekom** et **Severo Zapad GSM**, occupe une position dominante dans le secteur de la téléphonie mobile de la région de St-Pétersbourg avec une part de marché de près de 90%, le reste allant au troisième opérateur non affilié, **St-Petersburg Telecom**, dont le directeur général a été dès février 1995 **Vladimir Alexeevich Smirnov**, autre ami proche de **Vladimir Poutine** et dirigeant de la **SPAG St-Petersburg Immobilien und Beteiligungs AG**, dont nous parlons plus loin.

Parmi la trentaine de sociétés affiliées à **Telekominvest**, il y a lieu de citer **PeterStar**, **St. Petersburg Transit Telecom (PTT)**, **TCI-Telesens** en Allemagne, **Radio-Tel JSC Ltd**, **MegaFon** constituée en mai 2002 de la fusion de **Severo Zapad GSM** et de **Sonic Duo**. **MegaFon** est dirigée par **Alexandre Nikolaevich Volkov** et **Iouri Andreevich Pavlenko**, ancien premier vice ministre des Télécommunications. **TCI-Telesens** est une société mixte constituée au début de 2001 avec la société allemande **TelesensKSCL**, au sein de laquelle **Telekominvest** détient 49% du

²³ voir notamment St-Petersburg Times, Investment Special 1999, par Serguei Gratchev, article intitulé « A good connection makes all the difference in the telecoms game » et International Business, par Catherine Belton, article intitulé « The friends of Vladimir »

capital, et est spécialisée dans la facturation du trafic téléphonique. **TelesensKSCL**, présidée par son actionnaire principal, **Gennadi Man**, a été mise en faillite le 1er septembre 2002.

Parmi les personnes faisant partie du cercle proche de **Valeri Nikolaevich Yachine**, et de **Leonid Dododjonovich Reiman**, il faut citer **Alexandre Nyago**, né le 15 août 1948, qui a été directeur général de **Severo Zapad GSM** puis de **Telekominvest**, avant d'être nommé par **Vladimir Poutine** en août 2001 à la présidence de la société **TVEL**, active dans le secteur nucléaire ; **Andrei Victorovich Mikhaylenko**, né en 1964, directeur général de **Telekominvest** depuis août 2001 ; **Leonid Denissov**, né le 19 décembre 1963, directeur général de **Sonic Duo** ; **Serguei Kouznetsov**, directeur général de **PeterStar** puis nommé en février 2001 directeur général de **Rostelecom** ; **Alexei Nichiporenko**, né le 4 février 1966, ayant été employé de **Severo Zapad GSM**, dirigeant à **Telekominvest**, directeur de **Sonic Duo**, récemment nommé vice-directeur de **MegaFon** ; **Ruslan Vitalievich Filatov**, récemment nommé vice-directeur de **MegaFon**.

Pour clore le chapitre relatif aux actionnaires de la **Peterburgskaya Bank Rekonstruksii y Razvitiya**, il faut rappeler que le **Comité des Biens de St-Pétersbourg** y détenait 6,84% des actions, qu'au moment de la création de la banque, ce comité était présidé par **Mikhail Vladislavovich Manevitch**, né le 18 février 1961 et assassiné le 18 août 1997. Ce dernier avait pour adjoint **German Oskarovich Gref**, nommé en octobre 1994, soit quelques semaines avant la création de la banque.

De parents allemands déportés en 1941 par **Joseph Staline**, **German Oskarovich Gref** est né le 8 février 1964 au Kazakhstan. Il a étudié le droit à l'université de Omsk, obtenant son diplôme de droit à l'université de St-Pétersbourg. En 1991, il a été nommé chef du **Comité des Biens immobiliers** pour le district de Petrodvorets à St-Pétersbourg, avant d'être promu en octobre 1994 responsable de l'ensemble du secteur immobilier de la ville et vice-président du **Comité des Biens de St-Pétersbourg (KUGI)**. Le 28 août 1997, il est promu président de ce comité, suite à l'assassinat de **Mikhail Manevitch**. En septembre 1997, il entre au conseil de direction de la société **Lenenergo** et en janvier 1998, il est appelé au **Goskomimouchestvo** (Comité des Biens d'Etat de Russie). En avril 1998, il entre au conseil de direction de **Peterburgsky Morskoï Port (Morskoï Torgovy Port ?)**, puis en juin 1998 à celui de **TV-Channel-5** de St-Pétersbourg. Il est nommé le 12 août 1998 premier vice-ministre du **Goskomimouchestvo** et le 30 décembre 1998 entre au Conseil de coordination des affaires économiques de Russie, occupant un poste de représentant de l'Etat au sein de grandes sociétés telles que **Svyazinvest**, **Gazprom**, **Aeroflot**, **FKCB** ou encore **Transneft**. Il est promu le 18 mai 2000 par **Vladimir Poutine** au poste de ministre du Développement économique, du Commerce et du Travail.

Ceci pour son « cursus honorum » et selon sa biographie officielle. Celle-ci ne fait pas état de sa fonction de conseiller, dès la création de la société, de la **SPAG St-Petersburg Immobilien und Beteiligungs AG** à Frankfort/Main/D, conjointement à **Vladimir Vladimirovich Poutine**, et à **Oleg Andreevich Khartchenko**, chef du **Comité d'urbanisation et d'architecture** de St-Pétersbourg. Il n'est pas clairement établi s'il est encore conseiller de cette société ou s'il s'en est lui aussi retiré, pas

plus qu'il n'est déterminé s'il en a tiré quelque profit matériel. Sa biographie officielle n'évoque pas non plus le rôle qu'il aurait joué, durant ses années à la **Mairie de St-Pétersbourg**, dans un programme de camouflage des opérations d'espionnage économique menées par les services secrets russes, de même qu'elle ne fait pas état des rumeurs le mettant en cause dans des malversations liées au programme de privatisation de la ville. Selon celles-ci²⁴, il a joué un rôle plus que trouble dans la privatisation immobilière, la constitution et la disparition de plusieurs agences immobilières, provoquant des pertes en millions de dollars pour certains investisseurs, notamment dans le cas de l'agence **Nevsky Prostor**, alors détenue à hauteur de 40% par la **Mairie de St-Pétersbourg**. Un programme de construction d'habitations avait été mis sur pied et invitait les investisseurs intéressés à placer sans délai leurs fonds dans cette opération. Quelque quatre-vingt millions de dollars furent ainsi réunis par le biais de l'agence **Nevsky Prostor**, les constructions se font cependant toujours attendre, l'agence **Nevsky Prostor** déclarée en faillite, et la **Mairie de St-Pétersbourg** s'est entre-temps retirée de l'actionnariat de l'agence. L'enquête ouverte pour déterminer ce qu'il est advenu des fonds réunis s'est semblé-t-il enlisée quelque part, tout comme celle ouverte au sujet de la privatisation frauduleuse du **Palais Gorchakov** abritant alors une trentaine de services administratifs de la région de Leningrad et d'organisations à vocation sociale ou d'entraide pour les personnes âgées ou handicapées.

Les rumeurs concernant **German Oskarovich Gref** font également état de son rôle douteux dans la gestion du projet de construction d'un village pour le relogement à St-Pétersbourg de citoyens russes d'origine allemande qui avaient été déportés au Kazakhstan. Promoteur de cette initiative peu après son installation au **Comité des Biens immobiliers** pour le district de Petrodvorets à St-Pétersbourg, il réunit des partenaires russes et allemands pour sa réalisation, dont la gestion était confiée à une société constituée à cet effet, **Neudorf-Strelna**, dont le directeur général est **Serguei Kelbach**. Cette société obtint un crédit de vingt millions de dollars de la part d'une banque allemande pour mener à bien la construction qui devait s'achever en 1999. Celle-ci ne s'est achevée qu'en 2001, non sans l'injection de crédits complémentaires, le déplacement de familles de militaires russes et la reconversion, signée de **German Gref** le 29 juin 1998, du palais du **Prince Lvov**, sis dans le quartier de Strelna et qui abritait un centre de réadaptation pour enfants handicapés, en un restaurant avec casino.

Le nom de **German Oskarovich Gref** est encore lié à la privatisation frauduleuse, puisque survenue sans aucune mise aux enchères faisant jouer la concurrence, de l'ensemble immobilier **Sennaya Ploshchad**, attribué à l'homme d'affaires **Nikolai Ponomarev**. **German Gref** aurait reçu en échange de cette faveur une somme de six cent mille dollars. La rénovation de ce complexe, comprenant notamment les marchés **Sennaya** et **Troitsky** et le centre commercial **Apraksin Dvor**, a été confiée à la société **Piter Kommechersky Tsentrl Ltd**, dont le vice-directeur général est le nommé **Serguei Igonine**. L'enquête instruite à ce sujet a été suspendue, le seul témoin en mesure d'apporter quelque lumière ayant été assassiné. La rénovation de cet ensemble immobilier a été entreprise en 2001, projet estimé à quelque 30 millions de dollars. Le permis de construire a été accordé à la société **Sovetnik**, dont le directeur général est un certain **Serguei Orlov**, et le financement du projet est

²⁴ voir Russia Monitor 2001-42, Discreting material ou « kompromat » et St-Petersburg Times du 2 juin 2000, article intitulé « Moscow quiet on Gref's past »

assuré par **Petromir Holding**, une société appartenant à **Mikhail Mikhailovich Mirilachvili**²⁵. **Serguei Orlov** doit en fait correspondre à **Serguei Firsovich Orlov** qui est directeur financier de **VSD+K VS Development + Konsulting**, société propriété de **Vladimir Alexeevich Smirnov**. Le secret a été longtemps gardé sur l'identité des financiers et investisseurs de ce projet. Il a été parlé un temps de la société **Demifin SA**, sise à Luxembourg. Le 27 septembre 2002, l'assemblée générale de la société **Demifin SA** s'est tenue à Luxembourg et a confirmé dans leur fonction dirigeante ses administrateurs, à savoir **Carmine De Vizia**, **Nicola De Vizia**, tous deux à Turin/ **Mikhail Mirilachvili** et **Semen Livshits**, tous deux à St-Pétersbourg²⁶

Pour en terminer avec **German Oskarovich Gref**, rappelons que depuis septembre 1997, il siège au conseil de direction de la société énergétique **Lenenergo**, dont le président du conseil de direction est **Alexei Leonidovich Koudrine**, ministre des Finances de Russie et le directeur général **Andrei Nikolaevich Likhatchev**, né le 13 octobre 1965 à Grozny, lequel est depuis octobre 1998 président du **Comité des Biens de St-Pétersbourg (KUGI)**, alors que le président du conseil d'administration est **Leonid Borisovich Melamed**, né le 21 juin 1961, premier vice président de **RAO EES Rossia** et directeur exécutif de **Rosenergoatom**. Quant à **Lenenergo**, plusieurs de ses sociétés affiliées sont de fait contrôlées par le groupe criminel **Tambovskaya**.

Parmi les autres proches de **Vladimir Vladimirovich Poutine**, avec lequel il a fait ses études de droit, il faut encore mentionner **Victor Vassilievich Tcherkessov**, né en 1950, entré en 1975 au **KGB**, ancien chef du **FSB** de St-Pétersbourg, nommé en mai 2000 au poste de gouverneur de la nouvelle région du Nord-Ouest. Marié à **Natalia Sergeevna Tchaplina**, ils ont fait l'objet d'une enquête ouverte après la défaite électorale de **Anatoli Alexandrovich Soltchak** en juin 1996 pour soupçons de corruption, étant suspectés d'avoir obtenu illégalement un grand appartement au cœur de la ville. **Victor Tcherkessov** a été un des acteurs, avec **Vladimir Poutine**, de la reconversion de **Lomonosov Port** (voir ci-dessus) et en 1997 aurait participé à la vente illégale de l'immeuble abritant le journal **Chas Pik**, dont la rédactrice en chef était l'épouse de **Victor Tcherkessov**. Ce dernier, ami de longue date de l'actuel président russe, a eu recours aux services de garde-du-corps pour sa protection personnelle d'un sbire des parrains criminels de St-Pétersbourg, **Vladimir Sergeevich Koumarine** et **Alexandre Ivanovich Malychev**²⁷.

L'enquête ouverte à l'instigation des adversaires de **Anatoli Soltchak** dès les lendemains de sa défaite électorale de juin 1996 a naturellement concerné ses plus proches collaborateurs, dont **Vladimir Poutine**. Elle avait pour but de réunir les preuves de corruption de fonctionnaires, d'abus de biens sociaux et de malversations commises lors des transactions immobilières réalisées dans le cadre du programme de privatisation. Comme dans nombre d'autres cas, cette enquête s'est enlisée sous la pression des acteurs concernés et n'a apparemment pas entraîné de condamnation. Le cas le plus connu mis à jour par cette enquête concerne la société **Corporation XX Trust**, laquelle avait reçu des fonds publics à hauteur de 2 ou 3

²⁵ voir Delovoy St-Petersburg du 25 novembre 2002, article intitulé « Investors of a trading center on Sennaya showed their face »

²⁶ voir Journal Officiel du Luxembourg, daté du 7 octobre 2002

²⁷ voir Jamestown Foundation Monitor, 27 août 2001

millions de dollars pour la construction d'un centre commercial **Pierre-le-Grand** qui devait être le plus grand de la ville et la réfection d'un monastère orthodoxe en Israël, subvention notamment agréée par **Vladimir Poutine**. Le centre commercial n'a jamais été construit, l'argent a été détourné et a été utilisé en 1993 pour l'acquisition d'une trentaine d'appartements et d'un hôtel à Torrevieja près d'Alicante en Espagne. Certaines sources font état de la présence répétée de **Vladimir Poutine** à cet endroit et qu'une partie de l'argent aurait été utilisée par ce dernier pour l'acquisition d'une villa personnelle à Benidorm. Cette opération, à laquelle sont associés les noms de **Serguei Nikolaevich Nikechine**, un entrepreneur et député municipal ayant dirigé **Corporation XX Trust**, et d'un certain **Goldman**, aurait également servi de couverture pour faire disparaître d'importantes sommes d'argent public au travers d'un programme de voyages de vacances, avant tout vers l'Espagne, pour les personnes âgées et les vétérans de la guerre, grâce à un système de surfacturation notable des frais de voyage et de séjour²⁸. Au sujet du nommé **Goldman**, il doit en fait s'agir de **Vladimir Mikhailovich Golman**, député à la **Douma** de St-Pétersbourg, et président de **Soyuzpetrostroy** (Union des sociétés de construction de St-Pétersbourg).

En tant que président du **Comité des Relations économiques extérieures de St-Pétersbourg**, **Vladimir Vladimirovich Poutine** occupait donc une position stratégique au moment de l'ouverture du pays et de St-Pétersbourg en particulier sur le monde extérieur. La disparition du régime soviétique a laissé derrière elle un vide juridique total qui n'est aujourd'hui encore pas comblé et a ouvert la porte à toutes les machinations, que ceux qui occupaient les postes-clef de l'ancien système ne se sont pas privés d'exploiter. Dans le cas de St-Pétersbourg et de sa région, les échanges économiques avec l'étranger se déroulaient par l'entremise de la structure étatique **LenFinTorg**, laquelle a continué à être utilisée après décembre 1991 par la **Mairie de St-Pétersbourg**, en premier lieu par **Vladimir Poutine**, notamment pour les échanges commerciaux avec l'Allemagne. Le 6 juillet 1997, 32% de **LenFinTorg** ont été privatisés, au prix de 634'000 dollars, une somme dérisoire basée sur une estimation de la valeur réelle de la société remontant à 1992. Une enquête pénale a été ouverte en 1998 sur la base d'une plainte du **Comité des Finances** de la ville déposée contre le **Comité des Biens de St-Pétersbourg**, lequel avait décidé de la privatisation partielle et de son prix²⁹. Le **Comité des Biens de St-Pétersbourg**, présidé jusqu'en août 1997 par **Mikhail Manevitch** puis par **German Gref**, fait obstruction à l'enquête en refusant de remettre au Parquet les documents relatifs à cette transaction ou en donnant des informations sur les acquéreurs du tiers de la société **LenFinTorg**. Le directeur général de la société, **Alexandre Anenkine** a déclaré ne pas connaître le montant de la transaction et ne pas savoir qui s'est porté acquéreur. Faute de détails plus précis, il n'est pas possible d'affirmer ici que **Alexandre Anenkine** est en fait **Alexandre Anikine**, l'adjoint de **Vladimir Poutine** à la **Mairie de St-Pétersbourg**. Cela expliquerait pourtant la réticence de **LenFinTorg** à fournir les indications requises sur son acquéreur.

²⁸ voir l'hebdomadaire russe Strictement confidentiel du 28 février 1998 ; le périodique espagnol El Mundo des 24 et 25 mars 2000 ; Russia Monitor, 2000-46 et Newsday du 30 janvier 2000, article intitulé « Poutine's shadowy past »

²⁹ voir St-Petersburg Times du 29 mai 1998, article intitulé « LenFinTorg suit splits City Hall »

Vladimir Alexeevich Smirnov

Vladimir Alexeevich Smirnov, né le 29 janvier 1957, est un homme d'affaires considéré comme très avisé et dynamique. En l'espace d'une décennie, il a créé des dizaines de sociétés - nombre d'entre-elles actives dans la construction - et circule maintenant des les plus hautes sphères du pouvoir russe. La plupart des sociétés qu'il a créées ou encore celles où il détient des participations significatives ont été constituées durant la première moitié de la décennie.

Les détails biographiques à son sujet sont fort rares, du moins ne nous sont pas connus. Au début de la décennie 1990, il semble avoir été en relation avec le groupe criminel de **Alexandre Malychev**, puis, ayant fait connaissance avec **Victor Semenovitch Novoselov**, un homme d'affaires exerçant dans le secteur bâtiments et travaux publics et député à la **Douma** de la ville, il entra en relation avec **Vladimir Sergeevitch Koumarine**, un proche du député. **Vladimir Smirnov** deviendra le conseiller de **Vladimir Koumarine** en matière de gestion financière notamment et leurs intérêts vont s'imbriquer au sein de nombreuses sociétés, créées au gré des opportunités que leur apporteront leur position respective. Pour sa part, **Vladimir Smirnov** a travaillé au sein de l'administration de la ville dans la gérance immobilière, immeubles et terrains, durant une période de temps qui ne nous est pas connue, mais autour de l'année 1992. Nous ne savons pas qui l'a coopté pour cette fonction, mais il apparaît clair qu'il a connu **Vladimir Poutine** dès l'automne 1991, qu'il a été partie prenante, conjointement à **Vladimir Koumarine** et au travers de leurs sociétés, au programme de **troc** mis sur pied - avec le résultat que l'on sait - par **Vladimir Poutine** pour ravitailler la ville de St-Pétersbourg au cours de l'hiver 1991-1992 en échange de matières premières. Bénéficiant de la confiance et de l'amitié tant de **Vladimir Poutine** que de **Vladimir Koumarine**, **Vladimir Smirnov** devient un élément central du développement des affaires de St-Pétersbourg, jouant en quelque sorte le rôle de trait d'union entre l'autorité et le monde criminel, permettant à chaque partie contractante de retirer des bénéfices que les opportunités de développement laissent espérer. La conjonction du savoir-faire en matière économique et financière, du pouvoir de l'autorité pour l'obtention des autorisations et autres licences et de la force de dissuasion représentée par la puissance occulte du monde criminel va permettre l'édification en quelques années d'un empire économique qui contrôle aujourd'hui les secteurs les plus lucratifs, voire les plus vitaux, du monde des affaires de St-Pétersbourg et de sa région.

Ne disposant pas des extraits du registre du commerce de St-Pétersbourg et de la région de Leningrad nous permettant d'étudier par le détail l'ensemble des sociétés liées à **Vladimir Alexeevich Smirnov**, il est difficile d'apporter une image précise de ses relations avec des membres présumés du groupe criminel **Tambovskaya**, avec d'autres cercles douteux ou encore avec des personnes liées à la **Mairie de St-Pétersbourg** et/ou faisant partie des cercles de proches de **Vladimir Poutine**. Nous allons donc nous limiter à relater sa présence au sein de **PTK Peterburgskaya Toplivnaya Kompaniya**, de la **SPAG St-Petersburg Immobilien und Beteiligungs AG**, de leurs sociétés affiliées et des sociétés au sujet desquelles nous disposons de quelques éléments d'informations. Par ailleurs, il n'est pas défini dans quelle mesure **Vladimir Alexeevich Smirnov** s'est retiré, depuis sa nomination en mai 2000 à un poste de l'**Administration présidentielle**, de toutes les sociétés où il a siégé, ni

jusqu'à quel point il s'est effectivement séparé des participations qu'il y détenait. Le détail de ses sociétés est relaté dans une pièce annexée.

En février 1995, soit peu après sa désignation par la **Mairie de St-Pétersbourg** comme représentant des intérêts de la ville au sein de la **SPAG**, **Vladimir Alexeevich Smirnov** apparaît en tant que directeur général de la société **St-Petersburg Telecom** (rebaptisée ensuite en **Fora Communications**), société mixte créée en été 1994 entre le **Comité des Biens de St-Pétersbourg (KUGI)** et la société américaine **Omni Capital** contrôlée par **Motorola Inc**³⁰. En peu de temps, **St-Petersburg Telecom** deviendra un des trois opérateurs majeurs en téléphonie mobile de la place.

Vladimir Alexeevich Smirnov est propriétaire à 100%, a été directeur et sans aucun doute également fondateur de la société **VSD+K Development + Konsulting GmbH**, créée le 9 juillet 1996. Cette société a eu notamment pour directeur **Nikolai louevich Maximov**, porte-parole de la **SPAG St-Petersburg Immobilien und Beteiligungs AG**, pour directeur financier **Serguei Firsovich Orlov** et pour comptable **Larissa Leonidovna Drozdova**. En relation avec la société **VSD+K Development + Konsulting GmbH**, il faut mentionner **VS Kommerz GmbH**, créée le 10 juillet 1995, dont il détient une part importante et dont le directeur est un certain **Alexei Anachenkov**, ainsi que la société **VS Real Estate Investments Ltd**, enregistrée à Saint-Héliier/jersey/UK. A propos de cette société **VS Real Estate Investments Ltd**, il y a lieu de préciser que **Vladimir Alexeevich Smirnov** doit y détenir une participation importante et qu'il en est certainement le fondateur. D'autre part, la société, de même que **Vladimir Smirnov**, représente les intérêts de la **Mairie de St-Pétersbourg** au sein de la **SPAG St-Petersburg Immobilien und Beteiligungs AG**³¹ et elle détient une part importante du capital-actions de la société **Znamenskaya ZAO**, autre filiale de la **SPAG**.

Le 20 septembre 1996, soit au moment où **Vladimir Poutine** quitte St-Pétersbourg pour Moscou, **Vladimir Alexeevich Smirnov** fonde la société **Osero GmbH**, dont il est directeur et actionnaire à hauteur de 33%, les autres actions étant détenues par **Nikolai Chamanov** et **Vladimir Leonov**. Or en novembre 1996 est constituée la coopérative **Osero** s'occupant des intérêts d'un quartier de datchas sis sur les berges de la côte de Karélie. Cette coopérative a pour initiateurs une petite dizaine de personnes, dont **Vladimir Alexeevich Smirnov**, **Vladimir Vladimirovich Poutine**, **Iouri Valentinovich Kovaltchouk** et **Vladimir I. Yakounine**.

Iouri Valentinovich Kovaltchouk est président du **Centre de Recherche Stratégique Severo-Zapad** (Nord-Ouest) et actionnaire de la banque **Rossia**. Quant à **Vladimir I. Yakounine**, né le 30 juin 1948, ancien officier du **KGB**, il a été un des fondateurs, avec des amis, en 1991 d'une société pour attirer les investissements étrangers à St-Pétersbourg, ainsi que président du conseil de direction de la banque **Rossia**. Il a été membre - représentant les intérêts de la **Mairie de St-Pétersbourg** - du conseil des directeurs de la **Baltiisky Morskoï Parochodstvo** (Compagnie maritime de la Baltique) dirigée par le parrain criminel présumé **Ilia I. Traber**. En octobre 2000, **Vladimir I. Yakounine** est nommé vice ministre des Transports de Russie, en février 2002 premier vice ministre en charge du réseau routier et de la

³⁰ voir Computergram (UK) du 21.02.1995

³¹ voir www.sp-ag.de, procès-verbal de l'assemblée générale du 29 août 2001

coordination avec les autres moyens de transports. A ce titre, il siège comme représentant de l'Etat au sein de multiples structures commerciales à travers le pays, voire à l'étranger. Depuis octobre 2002, il est membre du conseil d'administration de **Transrail Holding AG**, sise à St-Gall, société gérant les diverses participations dans d'autres sociétés à l'étranger du **Ministère russe des Transports**.

Vladimir Alexeevich Smirnov a été directeur, et l'est peut-être encore, de la société **Lennefteprodukt**, enregistrée le 10 octobre 1997 (en tant que société privatisée ?), active dans le commerce de produits pétroliers et carburants. **Lennefteprodukt** était une des dix sociétés de la région du Nord-Ouest alors détenue et contrôlée par la holding pétrolière **Surgutneftegaz**. Au cours de la période allant de 1994 à 1998, le groupe criminel **Tambovskaya** a œuvré de manière à prendre le contrôle du marché des carburants de la ville et **Lennefteprodukt** va passer dans son giron, en 1997 semble-t-il. **PTK Peterburgskaya Toplivnaya Kompaniya** est fondatrice et aussi actionnaire à hauteur de 5% de **Lennefteprodukt**.

Etroitement lié à **Vladimir Vladimirovich Poutine** qui l'a fait entrer le 10 mai 2000, soit dans les jours qui ont suivi son investiture officielle, au service de **l'Administration des Biens du Kremlin**, **Vladimir Alexeevich Smirnov** était membre de la délégation de St-Pétersbourg qui s'est rendue à Frankfort/Main en 1992, avec l'actuel président russe, pour constituer la société **SPAG St-Petersburg Immobilien und Beteiligungs AG**, dont il est un des fers-de-lance. Outre sa position au conseil de surveillance et d'administration de la **SPAG**, **Vladimir Alexeevich Smirnov** siège au sein de **CM 1998 Vermögensverwaltungs AG** à Mörfelden-Walldorf. A St-Pétersbourg, il dirige les sociétés filiales dépendantes de la **SPAG** que sont **Znamenskaya ZAO**, **Inform-Future TOO**, **Projektmanagement- und Investitionsgesellschaft mbH**, **Rif Security GmbH** et **House Master GmbH**. D'autre part, et jusqu'à sa nomination au **Kremlin**, il a assumé toutes les fonctions dirigeantes jusqu'à la présidence de la société **PTK Peterburgskaya Toplivnaya Kompaniya** (Compagnie des Carburants) de St-Pétersbourg. A ses côtés, le vice-président n'est autre que **Vladimir Sergeevich Koumarine**, le chef présumé du groupe criminel **Tambovskaya** qui contrôle nombre de secteurs économiques en ville de St-Pétersbourg.

En décembre 1994, il sera désigné par décret de **Vladimir Vladimirovich Poutine**, alors adjoint au maire de St-Pétersbourg, comme représentant des actions et du droit de vote de la **Mairie de St-Pétersbourg** à l'occasion des assemblées de la **SPAG**. Il bénéficiera encore en août 1996 d'un décret signé du futur président russe accordant à la société qu'il dirige, **PTK Peterburgskaya Toplivnaya Kompaniya**, un quasi monopole sur le réseau de distribution d'essence pour la ville, en particulier pour tous les véhicules de la Municipalité. A cette époque, il devient aussi vice directeur de **St-Petersburg Telecom**, une société mixte constituée avec le **Comité des Biens** de la ville (**KUGI**), service au sein duquel officie alors notamment **German Oskarovich Gref**, et la société américaine **Omni Capital** contrôlée par **Motorola Inc**. Cette société mixte deviendra un des principaux acteurs de la téléphonie mobile à St-Pétersbourg.

La **SPAG** a été constituée en 1992 à Frankfort/Main à l'initiative d'une délégation de St-Pétersbourg au sein de laquelle **Vladimir Alexeevich Smirnov** a joué un rôle prépondérant pour convaincre des investisseurs occidentaux de se lancer dans

l'entreprise. Il faut mentionner qu'en 1990 déjà, il était à la tête de la société mixte **Inform Future GmbH** active sur le marché immobilier de la ville et née d'une alliance entre des associations de production de la **Mairie de St-Pétersbourg** et des personnes privées, russes et allemandes³². **Inform Future GmbH** est donc à la source de la naissance de la **SPAG**, laquelle détient maintenant une participation majoritaire dans la société l'ayant générée. La **SPAG** détient aussi une participation majoritaire dans la société immobilière **Znamenskaya AG**, dirigée quant à elle par **Vladimir Alexeevich Smirnov** et **Vladimir Sergeevich Koumarine**. Si la société obtient les autorisations nécessaires de la part du **Comité d'urbanisation et d'architecture de St-Pétersbourg** pour se lancer dans les projets de rénovation du centre historique de la ville, elle le doit sans aucun doute au fait des liens privilégiés qu'elle a, tant avec **Vladimir Vladimirovich Poutine** alors chef du **Comité des affaires économiques extérieures**, qu'avec **German Oskarovich Gref**, un des dirigeants du **Comité des Biens** de la ville, et **Oleg Andreevich Khartchenko**, chef du **Comité d'urbanisation et d'architecture** de la ville. Tous trois sont en effet « conseillers » de la **SPAG**, à titre bénévole comme le clament les déclarations officielles.

Znamenskaya AG, dont le président du conseil d'administration est **Dr Klaus Peter Sauer** et les directeurs **Vladimir Smirnov** et **Vladimir Koumarine**, a également eu au sein de son conseil d'administration **Rudolf Ritter**, l'agent fiduciaire de la Principauté du Liechtenstein, arrêté le 13 mai 2000 pour soupçons de blanchiment d'argent pour le compte d'organisations criminelles. La **SPAG** détient une participation majoritaire dans la société **Znamenskaya AG**, les autres actionnaires étant les sociétés **VS Real Estate Investments Ltd** à St-Héliier/Jersey/UK, **EC Experts Ltd (ICI Experts Ltd)** à Douglas/Isle of Man/UK et **Legrus Trading Ltd** à Espoo en Finlande.

Tambovskaya

Le groupe criminel **Tambovskaya** contrôle maintenant un grand nombre de sociétés, tant en Russie qu'à l'étranger, où il a constitué des structures lui permettant de gérer et recycler les importants revenus générés par les différentes activités dans lesquelles il est présent. Il n'est pas possible de mentionner ici l'ensemble des sociétés qui lui sont liées, pas plus que de citer toutes les personnes qui lui sont affiliées ou encore qui lui servent de paravent. Nous allons nous concentrer sur celles (personnes et sociétés) qui nous maintiennent dans le cadre de la présente étude. C'est durant la période 1994-1998 que le groupe criminel a véritablement assis son pouvoir sur certains secteurs rentables de la ville de St-Pétersbourg, en particulier celui des produits pétroliers, des activités portuaires et de l'immobilier. En l'espace de peu d'années, le groupe criminel a réussi à s'infiltrer et à prendre le contrôle de quatre filiales implantées dans la région de Leningrad de la compagnie pétrolière **Surgutneftegaz**, le troisième producteur pétrolier de Russie. Les quatre filiales passées en août 1998 sous le contrôle de **Tambovskaya** sont **Routchyi** (réservoirs pétroliers de la ville), **Krasny Neftyani** (réservoirs de pétrole brut), **Nefto-Kombi** (commerce de détail) et **Lennefteprodukt** (stations-service).

³² voir Kommersant du 07.10.1995, article intitulé „Office boom in store“

Vladimir Sergeevich Koumarine – PTK Peterburgskaya Toplivnaya Kompaniya

Vladimir Sergeevich Koumarine, né en 1955, utilisant le nom d'emprunt **Vladimir Sergeevich Barsoukov**, est le chef présumé du groupe criminel **Tambovskaya** qui a pris l'ascendant sur les autres groupes criminels pour contrôler la ville de St-Pétersbourg et la région administrative de Leningrad. Ce groupe contrôle notamment les marchés juteux que sont le commerce de matières premières telles que les carburants et leur distribution, l'immobilier et l'industrie des loisirs. **Koumarine** a donc fait carrière dans l'ancienne ville impériale de Russie au cours de la première moitié de la décennie des années 1990, époque à laquelle **Vladimir Vladimirovich Poutine** était en fonction à la **Mairie de St-Pétersbourg**. **Vladimir Sergeevich Koumarine** devient ensuite vice-président de la société **PTK Peterburgskaya Toplivnaya Kompaniya** (Compagnie des Carburants de St-Pétersbourg) qui sera présidée par **Vladimir Alexeevich Smirnov**, et vice-président du conseil d'administration de la société **Znamenskaya ZAO**, filiale de la **SPAG**, dirigée elle aussi par **Vladimir Alexeevich Smirnov**.

Le 7 mai 1997, **Vladimir Leonidovich Bogdanov**, président de **NK Surgutneftegaz**, communique qu'un contrat a été passé avec le nouveau gouverneur de la région de Leningrad, **Vadim Anatolievich Goustov**, et que la construction du port pétrolier va démarrer, les travaux allant être mis en soumission à cinq compagnies. Le holding **Surgutneftegaz** compte une dizaine de sociétés dans la région du Nord-Ouest, dont **Kirichinefteorgsintez** (raffinerie de Kirichi), **Kirichinefteprodukt**, **Lennefteprodukt** et **Krasny Neftyanik**. Un responsable du **Comité des transports de St-Pétersbourg**, **Vladimir Smirnov**, informe que les fonds nécessaires au creusage du canal pour le port vont être débloqués l'année suivante³³.

Le 31 juillet 1998, **Surgutneftegaz** annonce la vente de deux de ses filiales, **Nefto-Kombi** et **Krasny Neftyanik**, sociétés déficitaires, rachetées par **PTK Peterburgskaya Toplivnaya Kompaniya** pour un montant de quelque 12 millions de dollars. Outre le fait que ces sociétés seraient déficitaires, on évoque alors le fait que **Surgutneftegaz** est mal gérée, avec des structures de type soviétique et que son avenir n'est pas assuré. Ces remarques émanent notamment de **Andrei Grigorovsky**, directeur des ventes d'une société rivale, **Faeton**. L'article indique encore que **PTK** est composée de **St-Petersburg Gorodsky Bank**, **Avtoobslojivaniya** et **Transservis**.³⁴

Il y a lieu de préciser ici que **Surgutneftegaz** est le principal fournisseur de la raffinerie de Kirichi (**Kirichinefteorgsintez**) qui est une de ses filiales et qui alimente le marché de la ville de St-Pétersbourg. **Surgutneftegaz**, créée en 1992 sur oukase de **Boris Nikolaevich Eltsine**, exporte plus de la moitié de

³³ voir Lloyd's List du 07.05.1997, article intitulé „New private oil port for Russia“

³⁴ voir The St-Petersburg Times du 31.07.1998, article intitulé „**Surgutneftegaz** sells subsidiaries“

sa production – à travers les terminaux du port de St-Pétersbourg sous contrôle de **Tambovskaya** – laquelle est acheminée principalement en Allemagne à la **Raffinerie de Leuna** près de Leipzig. Depuis 1987, le grand patron du holding **Surgutneftegaz** est **Vladimir Leonidovich Bogdanov**³⁵.

Le 21 juillet 1999, les actionnaires de la **PTK Peterburgskaya Toplivnaya Kompaniya** élisent un nouveau directeur général en la personne de **Vadim Glazkov**, ex directeur à **NK Surgutneftegaz**. Le président de **PTK**, **Andrei Stepanov**, annonce les résultats de la société pour 1998 et la transformation de **PTK** en une holding réunissant plus d'une dizaine de sociétés actives sur le marché des produits pétroliers, ceci avec l'aide de la **Banque municipale de St-Pétersbourg**.³⁶

Le 27 juillet 1999, **Vladimir Alexeevich Smirnov**, chargé des relations économiques extérieures de **PTK Peterburgskaya Toplivnaya Kompaniya** informe que la société a réalisé un bénéfice net de 3,5 millions de roubles en 1998, lequel sera totalement réinvesti dans la production. La compagnie sera alimentée en produits pétroliers par **Surgutneftegaz**, suite à un accord passé avec la **Mairie de St-Pétersbourg**.³⁷

On constate ainsi comment le groupe criminel **Tambovskaya** a insensiblement pris le contrôle du marché de la distribution de produits pétroliers sur la place de St-Pétersbourg. Pour parvenir à ses fins, il est indispensable que des sociétés soient mises en difficulté et ainsi acquises quasiment sans résistance, voire avec soulagement, par son propriétaire. **Surgutneftegaz** est une des rares sociétés russes rentables, gérée de façon à ce qu'elle dégage des bénéfices suffisants lui permettant de recourir à l'emprunt public ou étranger. Ce qui est en nette contradiction avec les déclarations cherchant à justifier cette vente. Cet événement survient de plus peu avant l'annonce de la **SPAG St-Petersburg Immobilien und Beteiligungs AG** de se lancer dans la rénovation de stations-service à St-Pétersbourg, activité où l'on espère des rendements nets de 15 à 20%.

PTK Peterburgskaya Toplivnaya Kompaniya a été enregistrée le 7 octobre 1994 et est certainement un des « fleurons » des sources de revenus légaux de ce groupe criminel. La société a été un temps présidée par **Vladimir Alexeevich Smirnov** qui avait succédé à **Andrei Stepanov**, lequel a aussi travaillé sous les ordres de **Vladimir Vladimirovich Poutine**. Ce conglomérat pétrolier a eu notamment pour fondateurs officiellement enregistrés la compagnie **Nefftransservis** sise à St-Pétersbourg, active dans le commerce en gros, le commerce extérieur, les prestations de service dans le domaine des transports et les affaires immobilières, ainsi que la **Mairie de St-Pétersbourg**, **Morskoï Torgovy Port**, et plusieurs autres entités contrôlées par le groupe criminel.

³⁵ voir notamment « Reestr Oligarhov », le registre des oligarques russes, chapitre **Surgutneftegaz**

³⁶ voir Russian oil & gas Report du 21.07.1999

³⁷ voir CIS oil & gas Industry/Delovoy Peterburg no 78, 27.07.1999

En juillet 2001, **Vladimir Alexeevich Smirnov** figure encore en qualité de directeur général de **PTK Peterburgskaya Toplivnaya Kompaniya**, son prédécesseur à ce poste ayant été **German G. Makarov**. Quant à la comptable de la société, il s'agit de **Tatiana Abramova**.

PTK Peterburgskaya Toplivnaya Kompaniya détient des participations dans plusieurs dizaines de sociétés de St-Pétersbourg ou de la région de Leningrad. Elle permet ainsi au groupe criminel **Tambovskaya** d'avoir accès à, si ce n'est contrôler, de nombreux secteurs économiques lui assurant des revenus légitimés importants. Le détail des participations détenues par **PTK** est relaté dans une pièce annexée³⁸ et nous ne développons ci-après que les sociétés à propos desquelles nous avons des informations. Il est utile cependant de préciser que **PTK** détient des participations au sein des **Comité des Biens de St-Pétersbourg (KUGI)** et **Comité des Biens de la région de Leningrad**. La plupart de ses comptes bancaires se trouvent auprès de la **BaltUnexim Bank** à St-Pétersbourg, établissement présidé par **Iouri Evguenievich Rydник**, soupçonné de liens étroits avec le groupe criminel **Tambovskaya**.

Malgré sa réputation sulfureuse, **Iouri Evguenievich Rydник** est un homme d'affaires important de la place de St-Pétersbourg. Il est présent dans plusieurs dizaines de sociétés, dirige notamment la holding moscovite **Soyuzcontract**, **Morskoï Torgovy Port** avec **Ilia I. Traber** (voir ci-dessus), préside **Obedinionnaya Baltiskaya Werf** (chantiers navals réunis de la Baltique), préside le conseil de direction de **BFIG Baltika Finansovaya Industrialnaya Gruppya** (Groupe financier industriel de la Baltique), et contrôle une part importante de l'actionnariat de **Fora Communications** (ex **St-Petersburg Telecom**).

Neftransservis, une des sociétés fondatrices de **PTK**, a été inscrite en décembre 1996, et a eu quant à elle pour fondateurs les sociétés **Grace Finance & Investments Ltd** à Dublin/Irlande et **Mobile GmbH**, détenant respectivement 13% et 12% du capital-actions. **Neftransservis** recevra en août 1998 une part majoritaire de **Krasny Neftyanik** qui passe alors sous le contrôle de **PTK**. Les personnes privées ayant participé à la constitution de la société sont les nommés : **Kozyrev Andreï Vladimirovitch** (13%) ; **Kouzmine Alexei V.** (12%) ; **Kozlov Guennadi M.** (17%) ; **Pastouchev Grigori S.** (17%) et **Galichine Alexandre D.** (16%).

Grace Finance & Investments Ltd et **Mobile GmbH** détiennent en tant que membres fondateurs (parmi d'autres) respectivement 19,9% et 6,83% de la société **Avtoobsloujivaniya** sise à St-Pétersbourg, active dans le commerce de gros, la distribution, la réparation de véhicules, l'expédition, les matériaux de construction, etc. En tant qu'autres membres fondateurs figurent les sociétés **Aliot AG**, **Antares AG**, **Transservis GmbH** et la compagnie de chemin-de-fer **Oktyabrskaya**

³⁸ voir annexe COR-SPAG-PTK

Jeleznaya Doroga. Grace Finance & Investments Ltd contrôle entre 50% et 100% du capital-actions de la société **Promtrade GmbH**, 20% de **Kombinat Avtoservis**.

Promtrade GmbH, fondée en août 1994, entretient des relations commerciales avec la société **NAT Handelsgesellschaft für technische Erzeugnisse GmbH**. **Promtrade GmbH** a eu notamment pour fondateur et directeur **Podchivalov Andrei Vladimirovich**, auquel a succédé **Gribovsky Boris Mikhailovich**.

Andrei Vladimirovich Podchivalov a été membre fondateur des sociétés **Promtrade GmbH**, **Foton GmbH** et **Transit-Servis GmbH**. Il a été directeur de la société **NAT Handelsgesellschaft für technische Erzeugnisse GmbH**.

Boris Mikhailovich Gribovsky est directeur des sociétés **Promtrade GmbH** et **NAT Handelsgesellschaft für technische Erzeugnisse GmbH**.

Mobile GmbH et **ICI Experts Ltd** (actionnaire de **Znamenskaya AG**) figurent comme sociétés fondatrices à hauteur respectivement de 8,33% et 16,67% de la société **Evita GmbH** contrôlée par **Tambovskaya**. Les personnes à l'origine de cette société sont **Kozyrev Andrei Vladimirovich** (8,33%) ; **Goloubeva Olga I.** (8,33%) ; **Iermilov Grigori M.** (8,33%) et **Chaline Viatcheslav V.** (50%).

Andrei Vladimirovich Kozyrev, ancien ministre des Affaires étrangères de Russie, a été impliqué dans le scandale des **GKO** (Bons d'Etat) et est devenu membre du conseil de direction du groupe pharmaceutique **ICN** contrôlé et dirigé par **Milan Panic**, ancien Premier ministre de Yougoslavie, alors un proche de **Slobodan Milosevic**. **Andrei Vladimirovich Kozyrev** est présent en tant qu'associé dans plusieurs sociétés de la holding **PTK**. Quant à **Viatcheslav V. Chaline**, actionnaire majoritaire de **Evita GmbH**, directeur de **Avtoservis Tsentri**, il a succédé en juillet 1998 au poste de directeur général de **PTK** à **Vladimir Alexeevich Smirnov**.

ICI Experts Ltd (EC Experts Ltd), Hill Street 7 à Douglas/Isle of Man/UK, constituée au début des années 1990, est fondateur et actionnaire de **Evita GmbH**, ainsi qu'actionnaire de **Znamenskaya AG**, qui sont deux sociétés que l'on peut lier au groupe criminel **Tambovskaya**.

PTK Peterburgskaya Toplivnaya Kompaniya entretient des relations commerciales avec de nombreuses sociétés. Parmi celles-ci, il y a **Mercur Trading Ltd (Merkur Trading Ltd)**, Pasea Estate, box 3149, Road Town, Tortola/BVI. Cette adresse correspond à **Morgan & Morgan Trust Corporation Ltd**. **Mercur Trading Ltd** est associée à hauteur de 35% dans le capital de la société **Ampetroex** de St-Pétersbourg, aux côtés de l'homme d'affaires **Viatcheslav Efimovich Rutstein**, présent lui à hauteur de 15%.

Viatcheslav Efimovich Rutstein, homme d'affaires avisé, siège au sein de plusieurs sociétés d'Etat. En juin 2000, il a été un des fondateurs de l'organisation de bienfaisance **ITMO 21. siècle**. Cette organisation a été constituée sous la conduite de **Vladimir Koumarine** en personne et de **Tambovskaya**, auxquels elle sert de toit politico-commercial et de base d'opérations.

PTK Peterburgskaya Toplivnaya Kompaniya est en outre en relations commerciales avec les sociétés (entre autres) **Westking Financial Ltd**, enregistrée à Las Vegas/Nevada/USA, **Foton GmbH**, **PTK-terminal GmbH**, **Amaldo AG**, **Lenpolprojekt AG** et **NAT Handelsgesellschaft für technische Erzeugnisse GmbH**, laquelle est présente à St-Pétersbourg et à Hamburg/D et est propriété de **Boris Grinshtein**. Les détails concernant ces sociétés et leurs dirigeants figure dans la pièce annexée.

L'Allemagne

Markus Rese

Président du conseil d'administration de la **SPAG**, **Markus Rese**, né le 18 septembre 1957, a administré ou figuré dans les sociétés **Dynamixx Sportclub GmbH**, **Dynamixx Beteiligungs AG**, **CM 1998 Vermögensverwaltungs AG** à Mörfelden-Walldorf/D, **GNC Immobilien Beteiligungs GmbH** à Frankfurt/Main (Myliusstrasse 14, une des adresses de la **SPAG**), et **Comac Unternehmensverwaltungs GmbH** à München/D.

En avril et mai 1999, il est remplacé au poste d'administrateur unique des sociétés **GNC Immobilien Beteiligungs GmbH** et **Comac Unternehmensverwaltungs GmbH** par **Stephen Michael De Carteret**, né le 11 novembre 1954, résidant à Sark/Channel Island/UK.

La société **CM 1998 Vermögensverwaltungs AG**, sise Opelstrasse 20-22 à Mörfelden-Walldorf (siège de la **SPAG**) avant d'être transférée à Hamburg, est détenue à 100% par **CM 1998 Beteiligungs GmbH** sise à München. En octobre 1999, **Markus Rese** est remplacé dans la société par **Peter Haberlach**, né le 6 mars 1962. Au conseil d'administration figurent **Thomas Kemmerer**, **Dr Klaus Peter Sauer** et **Vladimir Alexeevich Smirnov** (tous membres de la **SPAG**).

En août 1999, **Markus Rese** est remplacé au conseil d'administration de **Dynamixx Beteiligungs AG** par **Werner Schröder**, domicilié à Lampertheim/D. Cette société a été fondée par la société **CM 1998 Beteiligungs GmbH** à München.

Thomas Kemmerer

En janvier 1998, **Thomas Kemmerer** apparaît comme membre du conseil d'administration de la société **Stratega-Ost Beteiligungen AG** à Düsseldorf, aux côtés de **Jörg Peisert**. En avril 1998, en tant que directeur de la **SPAG St-Petersburg Immobilien und Beteiligungs AG** à St-Pétersbourg, il participe au développement de la société dans cette ville, grâce notamment à ses liens d'amitié avec **Oleg Andreevich Khartchenko**, alors président du **Comité d'urbanisation et d'architecture de St-Pétersbourg**³⁹. **Thomas Kemmerer** se retire de la société en août 1998.

En septembre 1999, il entre au conseil d'administration de la société **CM 1998 Vermögensverwaltungs AG**, où il siège avec **Dr Klaus Peter Sauer** et **Vladimir Alexeevich Smirnov**.

En octobre 1999, il quitte le conseil d'administration de la société **Leha Leasing- und Handelsgesellschaft mbH**, sise à Mörfelden-Walldorf, conjointement à **Barbara Sauer** et **Boris Grinshtein**.

En août 2000, l'assemblée générale de la **SPAG** refuse de lui donner décharge de son bilan en tant que directeur, ses actes et déclarations ayant porté préjudice à la société.

Francisco Jose Guadamillas Cortes

Francisco Jose Guadamillas Cortes, né le 2 juin 1959, Espagnol, demeurant à Geroldswil/CH, a été président du conseil d'administration et est membre du conseil de surveillance de la **SPAG**. En décembre 1998, il a été nommé président du conseil d'administration de la société **GB/AG Gesellschaft für Beteiligungen AG**, sise à Opelstrasse 20-22 à Mörfelden-Walldorf, dont il deviendra vice-président remplacé par **Dr Klaus Peter Sauer**. En Suisse, il est directeur de **Paribas (Suisse) SA** à Zurich, membre du conseil d'administration de **BNP Paribas (Suisse) SA** et de **J.P Morgan (Suisse) SA**.

Klaus Peter Sauer

Dr Klaus Peter Sauer, 1942, Allemand, domicilié Lindenstrasse 25 à Büttelborn/D, est membre du conseil de surveillance et d'administration de la **SPAG**, président du conseil d'administration de **Znamenskaya ZAO**, filiale de la **SPAG**, membre du conseil d'administration de **CM 1998 Vermögensverwaltungs AG**, directeur et gérant de **Accona Treuhandgesellschaft mbH** à Mörfelden-Walldorf et a été président du CA de **GBAG Schweiz AG** à Zoug, c/o **Helmut Groner**. Dans cette dernière société, nous trouvons comme ancien membre du conseil d'administration la nommée **Judith Stücki**, domiciliée à Geroldswil/CH, dont la ligne téléphonique est également attribuée à **Francisco Jose Guadamillas Cortes**.

³⁹ voir Platow-Ost Brief du 03.04.1998, article intitulé « Vitamin B ist in Russland Gold Wert »

Ici, il y a lieu de mentionner la nommée **Nataly Bohnert** née **Sauer**, qui a été jusqu'en avril 1998 fondée de pouvoir de la société **GB/AG Gesellschaft für Beteiligungen AG**, sise à Opelstrasse 20-22 à Mörfelden-Walldorf, ainsi que des filiales sises à Halle, Chemnitz et Zwickau (villes de l'ancienne Allemagne de l'Est). Dans la filiale de la société à Düsseldorf, nous retrouvons le nommé **Werner Schröder**, domicilié à Lampertheim.

Peter Haberlach

Peter Haberlach, né le 6 mars 1962, Allemand, résidant à Hamburg, a été directeur jusqu'en octobre 1999 de la société **NAT Handelsgesellschaft mbH für technische Erzeugnisse** à Schenefeld/D, conjointement à **Boris Grinshtein**, certainement d'origine russe, lui aussi annoncé comme résidant à Hamburg. En octobre 1999, il devient administrateur de **WWZ Cooperations- und Handels GmbH** à Schenefeld/D (liquidée en novembre 1999) et, le même mois, remplace **Markus Rese** au poste d'administrateur de **CM 1998 Vermögensverwaltungs AG**, transférée de Mörfelden-Walldorf à Hamburg. En janvier 2000, il devient administrateur de **Telcard Telekommunikations GmbH** à Schenefeld/D.

Boris Grinshtein

Boris Grinshtein, né le 12 mars 1961, devant résider à Hamburg, a été directeur du 13 février 1998 au 11 octobre 1999 de **NAT Handelsgesellschaft mbH für technische Erzeugnisse** à Schenefeld/D, avec **Peter Haberlach**. Il est propriétaire à 100% de la société **NAT Handelsgesellschaft für technische Erzeugnisse GmbH**, créée le 8 septembre 1998, domiciliée à St-Petersbourg. Il a été directeur jusqu'en octobre 1999 de **LEHA Leasing- und Handelsgesellschaft mbH** à Mörfelden-Walldorf, conjointement à **Barbara Sauer** et **Thomas Kemmerer**.

Werner Schröder

Werner Schröder, né le 5 février 1951, Allemand, domicilié à Lampertheim/D, remplace en août 1999 **Markus Rese** au conseil d'administration de **Dynamixx Beteiligungs AG** à Mörfelden-Walldorf, au sein de laquelle il reste jusqu'en avril 2000, et il apparaît aussi comme administrateur unique de **Dynamixx Besitz GmbH** à la même adresse. Il figure comme directeur de **GBAG Gesellschaft für Beteiligungen AG**, succursale de Halle, à Halle/D, aux côtés de **Dr Siegfried Dommer** et **Nataly Bohnert** née **Sauer**, ainsi que dans la succursale de Düsseldorf avec **Dr Siegfried Dommer** et le nommé **Klaus Becker**. Il est encore directeur de **Wert Immobilien GmbH**, sise Opelstrasse 20-22 à Mörfelden-Walldorf (siège de la SPAG)

Bien que ces nom et prénom soient assez usités en Allemagne, nous pensons que ce **Werner Schröder** doit être identique à celui qui était agent de la **Stasi** sous le nom d'emprunt de **Michael Degen** et qui a été impliqué dans l'enlèvement contre rançon d'un fils d'une riche famille allemande. Cet agent, grand amateur de bière, pourrait d'autre part correspondre à la personne portant mêmes nom et prénom apparaissant comme petit actionnaire du consortium bavarois de la bière et de la viande **Gebrueder Maerz AG** à Rosenheim/D, connu pour ses liens avec l'Allemagne de l'Est et la Russie. Nous y reviendrons plus loin dans cette étude.

D'autre part, au registre suisse du commerce, nous trouvons trace - sans toutefois pouvoir affirmer qu'il s'agisse de la personne qui nous intéresse - d'un certain **Werner Schröder**, Allemand, ayant été domicilié à Birnbaum/A, puis à Berlin/D, entré en juillet 1998 en qualité de président du conseil d'administration et liquidateur de la société **Rietec AG**, alors sise Bahnhofstrasse 28 à 8307 Illnau-Effretikon/ZH, ayant eu pour but le conseil aux entreprises, courtage en placements, financements, assurances, société au sein de laquelle siégeaient plusieurs ressortissants allemands.

En outre, jusqu'en juillet 1996, le nommé **Werner Schröder**, résidant à Lippstadt/D, a été président de la société **Bostik AG**, Industriestrasse 35 à 8112 Otelfingen/ZH, active dans le commerce, le courtage, les commission, la fabrication et la manufacture de produits chimiques et d'outils pour leur utilisation. Il a été remplacé à ce poste par un autre ressortissant allemand.

Channel Islands/UK

Stephen Michael De Carteret

Stephen Michael De Carteret, né le 11 novembre 1954, Anglais, résidant Southview Cottage à Sark/Channel Island/UK, remplace **Markus Rese** en avril et mai 1999 en tant qu'administrateur unique des sociétés **GNC Immobilien Beteiligungs GmbH**, Myliusstrasse 14 à Frankfort/Main et **Comac Unternehmensverwaltungs GmbH**, Platz der Einheit 1 Tegernsee à München.

Stephen Michael De Carteret figure au registre suisse du commerce dans plusieurs sociétés de droit irlandais ayant une succursale en Suisse. En raison notamment de sa position dans des sociétés allemandes étroitement liées à la **SPAG St-Petersburg Immobilien und Beteiligungs AG**, de ses liens plus que probables avec le nommé **Philip Mark Croshaw**, évoqué ci-après, lui-même lié à la **SPAG** et

au groupe criminel **Tambovskaya**, il est nécessaire de détailler la présence de **Stephen Michael De Carteret** dans des sociétés en Suisse. Afin de ne pas surcharger le texte, nous indiquons en annexe les détails des sociétés concernées.

Stephen Michael De Carteret est très certainement parent de **Charles Guy Malet De Carteret** dont nous trouvons la trace dans six sociétés domiciliées au Tessin. Ce dernier est notamment en relation avec d'autres Anglais des Channels Islands et divers ressortissants suisses. Nous ne développons pour l'instant pas les recherches sur les sociétés où il figure

Nous constatons qu'en Suisse **Stephen Michael De Carteret** a pour partenaire, dans l'ensemble des sociétés où il apparaît, son compatriote **Alastair Matthew Cunningham**, et qu'il y a plusieurs ressortissants suisses qui lui sont liés, notamment **Angelo Regusci**, **Fabrizio Codoni** et **Stefania Doninelli**, sur lesquels nous reviendrons plus loin dans l'étude.

Alastair Matthew Cunningham

Alastair Matthew Cunningham, Anglais, domicilié Southview Cottage à Sark/C.I./UK, est annoncé depuis peu comme résidant à Nicosie/Chypre. Au registre suisse du commerce, il figure ou a figuré au sein du conseil d'administration de quatorze sociétés, toutes étant des succursales de sociétés établies pour la plupart en Irlande, mais également à Londres et aux Etats-Unis. Le détail des sociétés est relaté en annexe.

Alastair Matthew Cunningham apparaît en relation avec d'autres de ses compatriotes dans des sociétés également décrites en annexe. Il est intéressant de relever les liens avec Chypre et Nassau aux Bahamas, que ces sociétés sont très récentes, avec des buts déclarés qui laissent songeur, et que ses partenaires – à leur tour – figurent dans d'autres sociétés du même type, plus ou moins liées avec les mêmes ressortissants suisses que ceux dont nous parlerons plus loin. Il nous paraît clair que **Alastair Matthew Cunningham** est un élément important de ces structures que nous tentons de définir, tout comme il serait important de déterminer pour le compte de qui ce groupe d'Anglais sert de couverture.

Remarques

Les recherches que nous avons menées, en particulier au registre suisse du commerce, nous ont permis de cerner un groupe de personnes de nationalité anglaise, ayant sa base à Sark/Channel Island/UK, prenant pied aussi dans d'autres îles de la Manche, mais également à Chypre, ce qui n'est pas le moindre des signes appelant à la vigilance. Ce groupe de personnes paraît être constitué d'un noyau central regroupant **Stephen Michael De Carteret**, **Philip Mark Croshaw**, **Simon Peter Elmont**, **James William Grassick** et **Alastair Matthew Cunningham**, ainsi que **Simon Ashley Couldridge** et

Caragh Antoinette Couldridge, lesquels figurent globalement dans plusieurs dizaines de sociétés enregistrées dans notre pays, quasiment toutes inscrites comme succursales de sociétés de droit anglo-saxon, et pour la plupart établies au Tessin. Il faut adjoindre à ce groupe **Joan Kathleen Lanyon**, présente dans plusieurs sociétés, remplaçant en partie **James Reginald George Lanyon**, lié au groupe susindiqué, mais qui est (ou serait) décédé.

Au vu des buts déclarés particulièrement diversifiés de ces multiples sociétés, il nous apparaît clairement que ces personnes ne peuvent qu'être des prête-noms pour d'autres personnes et que les sociétés elles-mêmes ne doivent pas avoir d'activité commerciale avérée, mais bien servir de couverture pour d'autres opérations, telles que du blanchiment d'argent provenant d'activités complètement étrangères aux buts énoncés.

Cet élément, supposition il est vrai, pourrait cependant se révéler important dans le cas où ce groupe de personnes résidant dans les îles anglo-normandes était véritablement et concrètement en étroite relation avec le groupe criminel russe **Tambovskaya**.

Philip Mark Croshaw

Nous avons vu plus haut que **Stephen Michael De Carteret** succède à **Markus Rese**, le directeur de la **SPAG**, au poste d'administrateur de deux sociétés en Allemagne étroitement liées à la **SPAG**. Nous avons également vu que le groupe criminel **Tambovskaya** est directement lié par son chef présumé à la société **Znamenskaya AG** qui est une filiale de la **SPAG**. La société **Znamenskaya AG** à St-Pétersbourg a notamment pour actionnaires – outre la **SPAG – VS Real Estate Investments Ltd** à Jersey/UK et **ICI Experts Ltd** (ou **ICI Experts Ltd**) à Douglas/Isle of Man/UK.

Selon des informations qui nous sont récemment parvenues, le nommé **Philip Mark Croshaw** apparaît comme membre dirigeant des sociétés suivantes qui, elles, sont directement liées au groupe criminel **Tambovskaya** de la région de Leningrad/Russie :

ICI International Consulting au Liechtenstein
ICI Experts Ltd en Irlande
VS Real Estate Investments Ltd à Jersey/UK
Legrus Trading Ltd en Finlande
Global Marketing Associates aux Îles Vierges Britanniques
Grace Finance Investments Ltd à Dublin/Irlande

Philip Mark Croshaw, résidant de l'île de Sark/Channel Islands/UK, figurait en qualité de « directeur » de quelque 1300 sociétés enregistrées sur l'île de Sark, sociétés utilisées comme paravent pour toutes activités « nébuleuses ». En janvier

1999, il a fait l'objet d'une décision d'un tribunal de Manchester lui interdisant d'exercer pendant douze ans la fonction de « nominee director » au sein de sociétés enregistrées au Royaume-Uni.

Philip Mark Croshaw apparaît comme directeur exécutif de la société **Lingford Software** sise à Londonderry/Irlande du Nord, en compagnie de **James W. Grassick**. Il apparaît comme président de la société **Caledonian Offshore Limited**, proposant des investissements dans le pétrole au Moyen-Orient, Mexique, Venezuela, Kazakhstan, Afrique de l'Ouest et Asie du Sud-Est. Elle semble provoquer les plus grands doutes à son sujet.

Philip Mark Croshaw a été directeur de **Eurofar** enregistrée à Dublin, société actionnaire de **Eurofar Consultants Limited** enregistrée à l'Île-de-Man/UK, elle-même contrôlant la banque **Banco Pan de Azucar** en Uruguay.

Philip Mark Croshaw est apparu en qualité de directeur, aux côtés des nommés **James Reginald Lanyon** et **Fabio Soldati**, avocat suisse de Lugano, d'une société **Eurofar** directement impliquée dans la vente frauduleuse de la banque uruguayenne **Banco Pan de Azucar**⁴⁰. L'identité des véritables acquéreurs de cet établissement en situation financière catastrophique a été sciemment cachée aux autorités uruguayennes, notamment par des responsables de cette banque et de la **Banque Centrale d'Uruguay**. Une des sociétés off-shore ayant acquis cette banque est la société **Eurofar Consultants Limited** à l'Île-de-Man, dont l'actionnaire majoritaire est **Eurofar** à Dublin, qui a notamment pour directeur l'avocat d'affaires suisse **Fabio Soldati**.

Eurofar – qui contrôle la banque privatisée **Banco Pan de Azucar** – a été constituée en septembre 1990 par deux ressortissants irlandais. En 1992, l'actionnariat de **Eurofar** passe aux sociétés **Stateline Securities Limited** et **Whitestone Holdings Limited**, sises à Douglas/Île-de-Man/UK. En 1993, il est établi que **Eurofar** a pour directeurs les nommés **Philip Mark Croshaw**, **James Reginald Lanyon** et **Fabio Soldati**. Le registre du commerce de Dublin indique que **Fabio Soldati** apparaît au sein de **Stateline Securities Limited** conjointement au ressortissant suisse **Angelo Bianchi**, directeur de **Steimberg Holdings**.

Nous reviendrons plus loin dans la présente étude sur les ressortissants suisses **Fabio Soldati** et **Angelo Bianchi**, lorsque nous traiterons également de **Stefania Doninelli**, **Angelo Regusci** et autres personnes qui nous paraissent être importantes dans ce réseau.

Philip Mark Croshaw figure ou a figuré au registre suisse du commerce en tant que membre du conseil d'administration de près de trente sociétés, dont le détail est rapporté en annexe également.

⁴⁰ voir magazine Brecha, 17 et 24 novembre 1995, articles intitulés « El pantano de Azucar » et « El mejor documento es el que no existe »

De l'examen des sociétés sises en Suisse où il apparaît, nous pouvons dire que **Philip Mark Croshaw** est partenaire de **James William Grassick**, **Simon Peter Elmont** et **Joan Kathleen Lanyon**. A propos des directeurs de ces sociétés, ils sont nombreux et divers, de sorte qu'il est difficile de se prononcer à leur sujet. Pour cela, il faudra approfondir les recherches sur les autres sociétés dans lesquelles ils pourraient apparaître.

Sur la base des indications du registre suisse du commerce, **Philip Mark Croshaw** doit être marié à **Belinda Croshaw**, tous deux indiquent résider à Sark/C.I./UK. **Belinda Croshaw** a siégé au sein de **TRL Research Limited Ltd, Douglas, succursale de Lugano**. Nous sommes de l'avis qu'elle est née (ou était mariée) **Lanyon** et qu'elle est identique à **Belinda Lanyon**, résidant à Sark/C.I./UK, siégeant comme membre du conseil d'administration de la société **Eurocad Europe Ltd, Dublin, succursale de Lugano**. Nous avons constaté par ailleurs le partenariat de **Philip Mark Croshaw** dans des sociétés avec **Joan Kathleen Lanyon**, résidant Mon Désir à Sark/C.I./UK. Cette dernière est sans aucun doute parente – à un degré que nous ne définissons pas (veuve, sœur, fille, etc) – de **James Reginald George Lanyon**, Anglais, ayant résidé Mon Désir à Sark et qui doit être décédé. Celui-ci a été partenaire dans plusieurs sociétés de **Philip Mark Croshaw** et de **Simon Peter Elmont** notamment.

Simon Peter Elmont

Simon Peter Elmont et **James William Grassick** sont les fondateurs en 1997 de la société **Beachhouse Limited IBC**, sise Wickhams Cay, 146 Road Town, Tortola/BVI.

Au registre suisse du commerce, **Simon Peter Elmont** figure ou a figuré au sein de plus de quarante sociétés, pour la plupart sises au Tessin et créées dans les dernières années de la décennie 1990. Dans la très grande majorité des cas, il se trouve en compagnie de **James William Grassick**. On constate également un lien direct avec **Philip Mark Croshaw**. Le détail des sociétés où il apparaît est rapporté dans la pièce annexée. Les ressortissants suisses mentionnés comme directeurs de ces sociétés sont nombreux et divers et il n'est pas aisé de tirer des conclusions définitives. Néanmoins, nous mentionnons les nommés **Emilio Martinenghi** et **Stefano Camponovo**, pour lesquels nous développerons les recherches.

A la lecture des buts avoués de ces sociétés, il est légitime de se poser quelques questions, tant certains de ces buts paraissent fantaisistes et ne résistent pas à un examen approfondi. L'existence de plusieurs de ces sociétés a été très brève, pouvant éventuellement s'expliquer par le fait qu'elles n'étaient justement pas viables en raison de leur but déclaré. On peut également se demander si elles n'ont pas été simplement créées dans le but de réaliser certaines opérations illégales et ensuite liquidées, une fois les opérations délictueuses menées à terme.

James William Grassick

James William Grassick apparaît comme directeur exécutif, conjointement à **Philip Mark Croshaw**, de **Lingford Software**, créée en 1998 à Londonderry/Irlande du Nord, une joint-venture entre les sociétés **Graceway Ltd** et **Summerglen Ltd**.

En 1997, il apparaît comme fondateur, conjointement à **Simon Peter Elmont**, de la société **Beachhouse Limited IBC**, sise Wickhams Cay 146, Road Town, Tortola/BVI, ayant une succursale à Amsterdam/NL, sise Singel 417/45, 1012 WP Amsterdam.

Au registre suisse du commerce, selon lequel il est domicilié La Collenette à Sark/C.I./UK, il apparaît lui aussi au sein de plus de cinquante sociétés, dans la très grande majorité des cas conjointement à **Simon Peter Elmont**. Nous ne relatons en annexe que les sociétés où il apparaît avec d'autres personnes. Les remarques faites à propos des nommés **Croshaw**, **De Carteret** et **Elmont** s'appliquent également à lui.

James Reginald George Lanyon – Joan Kathleen Lanyon

Nous avons indiqué ci-dessus les liens familiaux devant exister entre les familles **Croshaw** et **Lanyon**. Nous retrouvons des liens entre eux au niveau de plusieurs sociétés où ils apparaissent conjointement, tant en Suisse qu'à l'étranger.

James Reginald George Lanyon doit être décédé en 1995 selon ce qui apparaît au registre suisse du commerce. Nous avons déterminé qu'il a figuré au sein d'au moins vingt-quatre sociétés en Suisse, dont le détail est décrit en annexe. Alors que son décès est enregistré pour la société à Genève, dans celles du Tessin, il est mentionné jusqu'en 1999 et il n'est nulle part fait état de son décès, mais de son simple remplacement.

A la différence des autres personnes qui nous occupent ici, **James Reginald George Lanyon** est apparu dans des sociétés créées en Suisse dès avant 1990, les autres pour leur part n'en constituant qu'à partir de 1995. Il n'en reste pas moins qu'il a dû être un partenaire important du groupe qui nous intéresse actuellement.

James Reginald George Lanyon et **Kathleen Joan Lanyon** administrent ou ont administré la société [Neflior Limited, Dublino, succursale de Lugano](#), actuellement dirigée par **Giorgio Alfieri**, lequel a succédé à **Lucio Velo**.

Lucio Velo⁴¹ a débuté comme avocat au sein de l'**Etude Tettamanti & Spiess**. Il a également été membre du conseil d'administration de **Cragnotti & Partners Luxembourg**, une des branches off-shore constituées par **Sergio Cragnotti**, la main droite de **Raul Gardini**, le patron du groupe **Ferruzzi**.

Outre **Giorgio Alfieri** en relation avec le couple **Lanyon**, il faut en premier lieu mentionner les nommés **Adriano Ballabio**, **Gabriele Balemi** et **Fausto Bottoli**.

⁴¹ Cf « **Swiss Connection** », par Gian Trepp, 1996 Unionsverlag, pages 221-222, 229

La Suisse

Avant d'aborder la partie relative aux personnes établies en Suisse et siégeant ou dirigeant des sociétés contrôlées par le groupe de ressortissants anglais liés aux sociétés du groupe criminel **Tambovskaya**, il est nécessaire de préciser les liens directs de ce groupe criminel avec la Suisse que nous établissons sur la base du registre suisse du commerce. Il en va de même à propos de la société **SPAG St-Petersburg Immobilien und Beteiligungs AG**, elle aussi liée au même groupe criminel russe.

A l'adresse Opelstrasse 20-22 à 64546 Mörfelden-Walldorf/D se trouve le siège de la **SPAG**. Cette adresse est également celle de plusieurs sociétés qui lui sont liées, dont la **GB/AG Gesellschaft für Beteiligungen AG**, présidée par **Dr Klaus Peter Sauer** et dont le vice président est **Dr Francisco Jose Guadamillas Cortes**.

En Suisse, nous trouvons la société **GBAG Schweiz**, Industriestrasse 9 à 6301 Zoug, qui a été inscrite le 19 août 1999, dont le but est l'acquisition, l'exploitation et l'administration de biens-fonds professionnels et industriels, principalement en Suisse, la participation à d'autres sociétés, peut créer des filiales en Suisse et à l'étranger. Jusqu'en octobre 2000, la société avait pour président **Dr Klaus Peter Sauer** et pour membre **Judith Stucki**, domiciliée à 8954 Geroldswil/ZH. Depuis lors, elle a pour administrateur unique **Helmut F. Groner**, domicilié à 6319 Allenwinden/ZG, lequel siégeait depuis la création de la société.

Rappelons que **Judith Stucki** est domiciliée Dorfstrasse 143 à 8954 Geroldswil/ZH et qu'elle partage à cette adresse une ligne téléphonique également attribuée à **Dr Francisco Jose Guadamillas Cortes**.

Helmut Ferdinand Groner

Helmut Ferdinand Groner, originaire de Schaffhouse/SH, domicilié à 6319 Allenwinden/ZG, est avocat et notaire, officiant à l'adresse Industriestrasse 9 à 6301 Zoug où sont domiciliées plusieurs sociétés au sein desquelles il apparaît. Il figure ou a figuré dans plus d'une quarantaine de sociétés, dont plusieurs n'existent plus. Certaines étaient actives dans la gestion fiduciaire de participations, d'autres dans le commerce de matières premières et produits chimiques ou encore dans le négoce de marchandises de toute nature. Dans ces deux derniers domaines, les personnes ayant siégé dans les sociétés en questions sont originaires d'Autriche ou de Hongrie. En annexe, nous énumérons les sociétés dans lesquelles nous avons déterminé la présence de **Helmut F. Groner**, à un moment ou à un autre, toutefois, nous ne les

études pour l'instant pas en détail, n'ayant pas décelé d'élément intéressant la présente étude.

Il faut cependant mentionner que, selon un article paru dans le journal suisse **WochenZeitung**⁴², **Helmut F. Groner** est partenaire de l'agent fiduciaire **Bertrand C. Chollet**, dont les activités ont intéressé les autorités italiennes notamment, et qu'ils ont, tous deux, vendu en 1994 la société **MT Mercata Trading SA** (ex-**ADV AG für automatische Datenverarbeitung**) à **Victor Stepanovich Stolpovskikh**, protégé de et par **Vladimir Vladimirovich Poutine**, ainsi que compagnon et partenaire de **Behgjet Pacolli**, le patron de **Mabetex Project Engineering SA**.

ADV AG für automatische Datenverarbeitung, coquille vide, a été rebaptisée lors de sa vente en juin 1994 **MT Mercata Trading SA**, société qui apparaît liée à la **Mabetex Project Engineering SA** dans le cadre de la rénovation de bâtiments du **Kremlin** et du scandale qui lui est lié. La société est maintenant domiciliée viale Stefano Francini 40 à 6900 Lugano, adresse que nous retrouverons plus loin dans cette étude.

Andrei Vladimirovich Kozyrev

Andrei Vladimirovich Kozyrev, né le 27 mars 1951 à Bruxelles, a été un conseiller de **Edouard Chevarnadze** avant d'être lui-même ministre des Affaires étrangères de Russie. Menuisier de formation, il a ensuite été élu député à la **Douma** d'Etat, où il a souvent brillé par son absence. Il a fait partie de la longue liste de personnes officielles suspectées d'enrichissement personnel illégal à travers le trafic des Bons d'Etat (**GKO**). En 1998, il entre au sein de la direction du groupe pharmaceutique californien **ICN Pharmaceuticals Inc**, créé en 1960 et contrôlé par **Milan Panic**, ancien Premier ministre de Yougoslavie à l'époque très lié à **Slobodan Milosevic**, avec la connivence duquel il avait pu acquérir dans des circonstances douteuses le principal groupe pharmaceutique yougoslave, **Galenika**, dont le contrôle fait aujourd'hui l'objet de procédures judiciaires entre **Milan Panic** et le nouveau gouvernement de Serbie.

Andrei Vladimirovich Kozyrev est membre fondateur et actionnaire de plusieurs sociétés russes contrôlées par le groupe criminel **Tambovskaya**, comme nous l'avons déjà relaté auparavant dans la présente étude. En Suisse, il figure au registre du commerce depuis mars 2002 en qualité de vice président du conseil d'administration de la société

ICN International AG, Rührbergstrasse 21, 4127 Birsfelden/BL, inscrite le 15 mars 2001, avec un capital-actions de CHF 100'000.--, entièrement libéré, porté en juillet 2001 à plus de CHF 157 millions, avec pour but la fabrication, l'achat et la vente de produits chimiques et pharmaceutiques. La société est présidée par **Milan Panic**, ressortissant des Etats-Unis, résidant à Pasadena/USA, les autres membres étant

⁴² voir *WochenZeitung* du 11 janvier 2001, article intitulé « Ein Mafiaexperte, der von nichts weiss » par Paolo Fusi

Ferenc Bartha, à Budapest/H, **Adam Jerney**, à Newport Beach/USA, **Thomas Lenagh**, à Flemington/USA, **Max Brauchli**, à Binningen/BL et **Jean-François Kurz**, à Trelex/VD.

Remarques

Nous avons vu les liens existant entre le groupe criminel **Tambovskaya** et certains dirigeants de la **SPAG St-Petersburg Immobilien und Beteiligungs AG**. Nous avons aussi relaté la présence de **Philip Mark Croshaw** au sein de sociétés contrôlées par ce groupe criminel et déterminé que **Stephen Michael De Carteret**, un partenaire de **Croshaw**, succède à **Markus Rese** à la tête de deux sociétés qui sont liées, voire dépendantes de la **SPAG**. Finalement, nous avons rapporté la présence des deux ressortissants britanniques dans de nombreuses sociétés en Suisse. Il est donc nécessaire d'étudier de façon détaillée les cas des personnes établies en Suisse et figurant dans les sociétés contrôlées par les deux Britanniques, et par voie de conséquence, les personnes établies en Suisse et apparaissant dans les sociétés contrôlées par les partenaires des deux Britanniques, de même que les autres sociétés où les personnes établies en Suisse apparaissent aussi.

Cette démarche est indispensable si l'on veut tenter de cerner les ramifications éventuelles du groupe criminel russe dans notre pays et nous verrons d'ailleurs que la démarche est loin d'être inutile, puisqu'elle va nous conduire (ou ramener) vers des structures plus que douteuses.
